AVIGNON Angélica Liddell convoque les poètes et les fous P. 18

VENDREDI 28, SAMEDI 29 ET DIMANCHE 30 JUIN 2024 | N° 23973 | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

CONTRE LE RN ET MACRON POUR LA JUSTICE SOCIALE

LE TEMPS DU FRONT POPULAIRE

Le premier tour des élections législatives anticipées a lieu ce dimanche. L'occasion de faire coup double : mettre enfin à contribution les ultrariches et barrer la route à l'extrême droite xénophobe qui sert leurs intérêts. P. 2

ANTOINE MARTIN/SIPA

l'Humanité *des débats*

Histoire Les Bleus de Platini à jamais les premiers

Le 27 juin 1984, la France devient championne d'Europe en l'emportant 2-0 contre l'Espagne. P. 27

Entretien «Voici pourquoi je vote Nouveau Front populaire»

Face au danger du RN, l'historien Patrick Boucheron sort de sa réserve pour la première fois. Il s'insurge contre la symétrisation orchestrée des « extrêmes ». P. 24

Agora Jean Jaurès, penseur du pacifisme politique

Elisa Marcobelli, historienne à l'EHESS.
Jean-Paul Scot, historien et auteur.
Nicolas Offenstadt, historien et professeur des universités. P. 20

Annonces légales et judiciaires en page 15.

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD
M 00110 - 628 - F: 2,70 €



Pourquoi la gauche effraie le capital et l'extrême droite

LÉGISLATIVES Pour financer son ambitieux projet, le Nouveau Front populaire veut aller chercher l'argent chez les ultrariches. Dimanche, les électeurs peuvent faire coup double : sanctionner le séparatisme fiscal et barrer la route au RN qui lui sert de béquille.

On peut reprocher beaucoup de choses à Emmanuel Macron. Mais force est de constater qu'il aura relancé l'intérêt autour des scrutins législatifs. Ce dimanche 30 juin, à en croire les sondages et le record de procurations enregistrées (2 millions), les électeurs français ne devraient pas bouder ce rendez-vous avec l'histoire. Une « quasi-présidentielle » qui a de grandes chances de déboucher sur la première cohabitation depuis 2002. Oui, mais avec qui ? La gauche, largement unie derrière la bannière du Nouveau Front populaire (NFP) ? Ou l'extrême droite de Jordan Bardella, galvanisée par son score aux européennes, il y a seulement trois semaines ?

Le patronat et la bourgeoisie (qui compose l'essentiel du petit monde des éditorialistes de télé) ont déjà choisi leur camp. Les patrons, à 43 %, envisagent de voter pour l'extrême droite lors des prochaines élections, selon un sondage Ifop, contre 29 % pour Macron ou LR, et 22 % pour la gauche. Le parti lepéniste les inquiète moins que la gauche. Au fil de cette courte campagne, Jordan Bardella a d'ailleurs multiplié les renoncements sur le social. Avec, pour acmé, un cafouillage sur la réforme des retraites, qu'il s'agissait d'abroger, puis non, puis oui mais plus tard, avant d'annoncer un départ à 66 ans dans certains cas ! Que les classes populaires ne s'y trompent pas. Le Rassemblement national (RN) ne propose pas d'augmenter les salaires, mais de caresser le capital dans le sens de ses intérêts, en baissant les cotisations patronales. Une politique de l'offre qui profite, on l'observe depuis sept ans, aux plus riches. Jordan Bardella ne changera rien, mais y ajoutera la xénophobie systématique. La gauche, au contraire, entend rompre avec le gavage de ceux qui sont déjà trop repus. Le programme du NFP ne fait pas de mystère, il veut aller chercher l'argent là où il est.

EN FRANCE, LES 42 MILLIARDAIRES ONT AUGMENTÉ LEUR FORTUNE DE 58 % EN DEUX ANS

En France, les riches n'ont jamais été aussi riches. Et n'ont jamais si peu payé d'impôts. Selon les travaux de l'Institut des politiques publiques et de l'Observatoire européen de la fiscalité, les 378 ménages français les plus

aisés paient en moyenne 2 % d'impôt effectif sur leurs revenus totaux. Quant à la vingtaine des plus riches, ils sont plutôt sous la barre des 0,5 % d'imposition. En 2022, Bernard Arnault, patron de LVMH, a touché moins de 2 millions d'euros de salaire et de prime, mais plus de 3 milliards d'euros de dividendes. Ce magot aurait dû être taxé à 30 %, mais, comme c'est sa holding personnelle et non lui qui les a touchés, son taux d'imposition réel frôle 0 %. Et avec la fin de l'ISF, l'essentiel de son patrimoine – autour de 150 milliards d'euros d'actions LVMH – n'est pas inquiété.

Un ISF que la gauche souhaite rétablir, pas le RN. *« Il ne faudrait pas le reprendre tel qu'il était sous Hollande, il était plombé par quantité de niches dérogatoires qui diminuaient la base fiscale : l'art, par exemple, était complètement exonéré »*, prévient Anne Guyot-Welke, secrétaire nationale de Solidaires finances publiques. Le NFP prévoit de récupérer 15 milliards d'euros de ce nouvel impôt et de lui adjoindre une composante climatique. *« Il s'agit d'instaurer un bonus-malus en fonction de l'empreinte carbone des actifs détenus, les gros actionnaires de Total par exemple seraient pénalisés »*, précise Stanislas Hannoun, responsable des campagnes justice fiscale et inégalités chez Oxfam France, qui soutient cette mesure depuis plusieurs années. Les propriétaires de jets privés ou de yachts pourraient aussi être surtaxés. Oxfam rappelle que les émissions de gaz à effet de serre d'un milliardaire sont en moyenne un million de fois supérieures à celles d'un citoyen ordinaire.

« Voilà plusieurs années qu'on alerte sur le creusement des inégalités, qui se sont accélérées depuis 2020, reprend Stanislas Hannoun. *Suite au Covid, des milliers de milliards d'euros ont été injectés dans l'économie, et si cela a sauvé des PME, cette manne a aussi engraissé les multinationales et donc leurs actionnaires. »* La guerre en Ukraine en a rajouté une couche, tout comme l'inflation, grâce à laquelle de nombreuses multinationales, dans l'agroalimentaire ou le transport notamment, ont renforcé leurs marges. Le constat est sans appel : en France, les 42 milliardaires ont augmenté leur fortune de 58 % en deux ans. Cela monte même à 87 % pour les quatre foyers les plus riches : Bernard Arnault et sa famille, Françoise Bettencourt Meyers et sa famille (L'Oréal), ainsi que Gérard et Alain Wertheimer (Chanel).

L'HEURE EST PLUS QUE JAMAIS À LA REDISTRIBUTION DES RICHESSES

Le NFP prévoit des mesures ciblées, parmi lesquelles la réforme de l'impôt sur l'héritage. C'est peut-être la mesure qui doit rapporter le plus, chiffrée à 17 milliards d'euros par an. Il s'agit d'instaurer davantage de progressivité et d'imposer une succession maximale de 12 millions d'euros par héritier. Aujourd'hui, c'est l'impôt le plus mal-aimé à cause d'une véritable incompréhension. *« Si elle utilise le système de donations, une famille avec deux enfants n'est pas taxée sur l'héritage en dessous de 2 millions d'euros »*, explique Laurent Perin de la CGT Finances. *« Emmanuel Macron avait dans l'idée de favoriser les plus riches pour qu'ils investissent. Le ruissellement s'est fracassé sur la réalité. Aujourd'hui, les riches épargnent, et la majorité d'entre eux ont hérité de leur fortune »*, poursuit le syndicaliste. Pourtant, l'extrême droite veut encore alléger la transmission du patrimoine.

> « La fiscalité sous Macron a favorisé les plus riches et a miné le consentement à l'impôt. »
>
> ANNE GUYOT-WELKE, SECRÉTAIRE NATIONALE DE SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES

Le retour d'une véritable « exit tax » viendrait compléter ces mesures ciblées sur les plus riches. *« Cette taxe concerne les personnes qui ont plus de 1,3 million d'euros de patrimoine, qui se sont expatriés dans des pays à la fiscalité avantageuse, et qui voudraient en profiter pour vendre leur patrimoine mobilier, comme leurs actions*, explique Laurent Perin. *Même si je ne crois pas à un départ des riches de France, cette mesure est cohérente, et montre qu'un gouvernement NFP y sera attentif. »*

Le programme soutient aussi la mesure de Gabriel Zucman d'un impôt de 2 % du patrimoine des milliardaires. L'économiste a encore présenté sa proposition au G20 mardi dernier, car à l'échelle mondiale cela permettrait de récupérer 250 milliards de dollars, 45 milliards rien qu'à l'échelle européenne. *« C'est une mesure d'urgence pour renflouer les caisses, qui doit en effet être supportée par ceux qui en ont les moyens, mais qui ne doit pas masquer le besoin d'une profonde réforme fiscale pour aller vers plus de progressivité*, reprend Anne Guyot-Welke. *Les classes moyennes, particulièrement les inférieures, ont le sentiment de supporter l'essentiel du poids de l'impôt. Comme il n'y a que cinq tranches, certains paient parfois autant que des gens qui ont le double de leur salaire ! »* Le programme du NFP entend ainsi porter l'impôt sur le revenu à 14 tranches, ce qui le rendrait bien plus juste. *« Nous sommes favorables à toute mesure qui proposerait plus de progressivité dès que c'est possible. Cela pourrait d'ailleurs aussi concerner l'impôt sur les sociétés »*, suggère la syndicaliste.

Les syndicats saluent aussi le projet de supprimer le prélèvement forfaitaire unique de 30 % – aussi appelé « flat tax » – sur les gains du capital (dividendes, plus-value réalisée sur la vente d'actions…), pour les faire cotiser et les imposer sur le revenu, au même titre que les salaires. Un levier essentiel puisque la rente du capital est la principale ressource des ultrariches. Françoise Bettencourt Meyers, première femme à dépasser les 100 milliards d'euros de patrimoine, ne touche ainsi aucun salaire, mais s'est vu verser près de 10 milliards d'euros de dividendes en 2023, selon Bloomberg. *« La fiscalité sous Macron a favorisé les plus riches et a miné le consentement à l'impôt*, résume Anne Guyot-Welke. *Pour le retrouver, il faut plus de progressivité, de justice. Mais nous avons aussi besoin de rendre visible à quoi sert l'impôt, cela passe en premier lieu par le renforcement des services publics. »* Là encore, une seule des coalitions en course aux législatives se donne les moyens de le faire, en mettant (enfin) à contribution le capital : le Nouveau Front populaire. Car l'heure est plus que jamais à la redistribution des richesses. Emmanuel Macron s'y refuse. Et le RN aussi, préférant désigner les étrangers comme boucs émissaires plutôt que de proposer des hausses de salaire. Dimanche, les électeurs ont un double rendez-vous : réaffirmer l'humanisme face à l'extrême droite et face à l'extrême argent.

CYPRIEN CADDEO ET PIERRIC MARISSAL


MAGALI BRAGARD

ÉDITORIAL
PAR FABIEN GAY

Eux ou nous

La campagne éclair des élections législatives anticipées, décidée par le seul président de la République, prend fin. Une nouvelle fois, les débats de fond, projet contre projet, auront été mis de côté, laissant place aux petites polémiques bien orchestrées. Tout ceci dans une complicité macabre de chaînes d'information préférant le futile à l'utile, accélérant par la même occasion l'écœurement et le rejet de la politique et nourrissant donc le vote pour l'extrême droite. Nous aurions tort de penser que cela n'est pas une stratégie politique voulue délibérément par le locataire de l'Élysée, le président au service du capital. Ce dernier ne se rassasie plus seulement d'une politique libérale et autoritaire, mais veut désormais un tournant sécuritaire pour étouffer toute contestation sociale et continuer à épuiser le vivant et la nature.

Il y a encore une vingtaine d'années, Jean-Marie Le Pen était un épouvantail pour le capital qui voyait en lui un obstacle pour le développement du business. Aujourd'hui, le jeune Bardella, à l'instar d'une Meloni en Italie, est devenu un atout et une alternative crédible et enviable à Macron pour le capital, qui s'accommodera bien volontiers de son projet raciste et xénophobe pour servir ses intérêts. D'ailleurs les reniements journaliers du RN sur les retraites, la baisse de la TVA, la sortie du marché européen de l'énergie sont autant de signes pour rassurer les marchés financiers et la grande bourgeoisie.

Macron aura donc réussi le tour de force d'accélérer la décomposition et la recomposition politique à l'œuvre depuis vingt ans. En l'espace de trois semaines, il aura hâté la fin des LR, favorisé l'union des droites extrêmes, transformé ses deux quinquennats en un seul septennat, et diabolisé toute la gauche en tirant un trait d'égalité entre nous et les héritiers de Pétain et des Waffen-SS. Tout cela dans une inversion des valeurs inédites où les antiracistes seraient devenus *« des antisémites »* et où un *« front républicain »* pourrait se nouer, comme dans les années 1930, sous le slogan *« Plutôt Hitler que le Front populaire »*.

La colère et l'inquiétude sont présentes partout dans le pays. Ce qui va se jouer dès ce dimanche peut entraîner une période d'instabilité politique dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences, mais qui, si l'extrême droite passe, sera d'une violence inédite pour les classes populaires, les syndicalistes, les femmes, les homosexuels, les étrangers, les binationaux… Une seule chose est certaine. Macron sortira battu de la séquence et la tripartition du pays, qui dominait la vie politique depuis quelques années, laissera place à un duel. Ça sera donc le Front réactionnaire ou le Nouveau Front populaire. Eux ou nous. Un projet libéral autoritaire, raciste et liberticide ou celui du progrès social et écologique. Nous sommes la seule alternative d'espoir pour le pays. Seule une intervention populaire massive peut bouleverser ce sinistre scénario imaginé dans les salons de l'Élysée. Aux urnes, citoyens !

> Ce qui va se jouer dès ce dimanche peut entraîner une période d'instabilité politique dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences.

« La gauche devra affronter les marchés financiers »

L'économiste **Julia Cagé**, qui a initié un appel au rassemblement de la gauche et participé au chiffrage du programme du Nouveau Front populaire, défend les choix budgétaires de redistribution des richesses et de relance de l'économie. Elle analyse la situation politique inédite liée aux élections législatives anticipées.

ENTRETIEN

Vous avez publié en septembre 2023 avec Thomas Piketty *Une histoire du conflit politique en France, 1789-2022*. Assiste-t-on aujourd'hui à une nouvelle forme de conflit politique et électoral dans le pays, puisque l'extrême droite peut remporter des législatives pour la toute première fois dans l'histoire de notre pays ?

Nous assistons au retour de la bipolarisation mais sous une forme extrêmement dangereuse et inconnue jusqu'alors, puisque c'est le Rassemblement national (RN) qui a réussi l'union des droites autour d'un bloc que l'on pourrait qualifier de national-libéral (le bloc RN, LR, Reconquête). Comme nous l'avons souligné avec Thomas Piketty à la suite de notre livre, dans un document de travail publié lundi (1), les élections européennes ont marqué le début de ce processus de fragilisation du système de tripartition, avec la chute du bloc libéral central à moins de 15 % des voix. La question qui se pose désormais – et à laquelle personne n'a encore de réponse – est de savoir quelle forme exacte prendra cette bipartition dans le futur. Ce qui semble le plus souhaitable serait un retour à une bipartition gauche-droite telle que celle que nous avons connue tout au long du XXe siècle, ce qui supposerait que le bloc social-écologique, aujourd'hui le Nouveau Front populaire (NFP), parvienne à élargir son électorat en direction des classes populaires, c'est-à-dire non seulement des abstentionnistes dans le monde urbain, mais, surtout et avant tout aujourd'hui, des électeurs RN dans les territoires ruraux.

Face au péril, vous avez initié un appel très largement signé pour un rassemblement à gauche. Cette union s'est faite, sous la bannière du NFP. Les cartes sont-elles dès lors rebattues et la gauche peut-elle, selon vous, l'emporter au moment où plus que jamais l'histoire l'y oblige ?

Oui, je pense que la gauche peut l'emporter car elle a deux chances de son côté : d'une part, elle est unie, avec le NFP, et, d'autre part – et c'est là que le parallèle avec 1936 me semble particulièrement intéressant –, elle est soutenue par l'ensemble de la société civile. Le NFP, ce ne sont pas seulement les femmes et les hommes politiques, les partis et les mouvements, ce sont les syndicats, les militants, les activistes, le monde de la culture comme celui de la recherche, les travailleurs, partout. C'est cela qui permet de créer une véritable dynamique. Il y a dans la société civile une volonté de participer à la construction du NFP, de le déborder aussi. Pour que la gauche, dès le 8 juillet, tienne l'ensemble de ses engagements. Et ça ne sera pas facile car elle aura contre elle plusieurs freins, à commencer par les marchés financiers. Mais elle aura surtout et avant tout derrière elle la dynamique de la société civile, car il n'y a jamais eu en France de grands progrès sociaux sans mouvements populaires.

« Il y a dans la société civile une volonté de participer à la construction du NFP, de le déborder aussi. »

Vous expliquez dans votre livre que le vote en France est à la fois un vote de classe et un vote territorial. Vous parlez de *« classe géosociale »*. Alors que le vote RN semble devenir à la fois bourgeois et populaire, comment la gauche peut-elle répliquer ?

La clé est du côté du vote populaire rural, que la gauche doit absolument reconquérir. Il y a deux résultats importants sur ce point dans notre *Histoire du conflit politique*. D'une part, jamais la classe géosociale – c'est-à-dire non seulement le revenu, le patrimoine, l'éducation, la profession, etc. mais également le territoire où les individus vivent – n'a expliqué autant des différences de vote entre communes. C'est fondamental si l'on veut comprendre la montée du RN : les électeurs ne votent pas RN parce qu'ils sont racistes, défiants ou malheureux ; ils votent RN parce que, au cours des dernières années, ils ont eu de moins en moins accès à des services publics de qualité, et parce qu'ils sont en souffrance du point de vue de leur pouvoir d'achat. Ils ont peur également d'être déclassés. Cela ne veut pas dire que les élus du RN ne jouent pas sur les peurs, la montée des tensions, ne menacent pas les libertés tout comme la cohésion du pays et ne sont pas racistes ; mais s'il faut combattre ces élus, il faut convaincre leurs électeurs sur le terrain des idées. Diaboliser à tout prix le parti n'a plus de sens ; il faut leur redonner envie de voter pour la gauche.

Or, et c'est le second résultat important – qui, d'une certaine façon, peut nous rendre optimistes –, ces classes populaires rurales, qui se tournent vers le RN, ont pour l'essentiel les mêmes préoccupations que les classes populaires urbaines qui, elles, votent à gauche : les services publics et le pouvoir d'achat. Les principaux déserts médicaux en France, c'est la Creuse et la Seine-Saint-Denis ! Le programme du NFP répond à ces préoccupations.

Vos travaux portent aussi sur les médias, dont la liberté et le pluralisme sont indispensables à la démocratie. Comment analysez-vous l'offensive d'une partie d'entre eux contre le NFP et la place prise par les médias bollorisés dans le débat public ?

Vincent Bolloré et l'utilisation à des fins idéologiques des nombreux médias dont il a fait l'acquisition puis pris le contrôle au cours des dernières années – au détriment de tout respect de l'indépendance des journalistes et ce malgré le courage des rédactions (celle d'i-Télé comme celle du *Journal du dimanche*, que les journalistes ont fini par quitter) – sont en partie responsables de la montée du RN. C'est d'ailleurs son objectif depuis le début. Malheureusement, ce n'est pas nouveau. La recherche en sciences sociales a montré, depuis des années, l'influence des médias dans les comportements de vote. Un cas d'école, très bien étudié, est celui de Fox News aux États-Unis. En France, nous nous sommes longtemps crus protégés parce que le régulateur – historiquement le CSA, aujourd'hui l'Arcom – est censé garantir le respect du pluralisme interne de l'audiovisuel, public comme privé. Or, ce que l'on constate, c'est que ces règles sont insuffisantes et que l'Arcom n'a pas assez utilisé les armes à sa disposition. Où est le pluralisme sur CNews aujourd'hui ? Pourquoi Europe 1 ne réagit en aucune façon aux injonctions de l'Arcom ? Si l'on ajoute à cela que le pluralisme externe n'est que trop peu assuré, du fait des insuffisances de la loi de 1986 et de la concentration croissante du secteur des médias, on se trouve face à un paysage médiatique qui, au lieu d'informer les citoyens et de les éclairer dans leurs choix, les désinforme en partie. C'est très grave. D'autant que cette offensive idéologique d'un Vincent Bolloré – et il n'est pas le seul – n'est plus propre au secteur des médias et s'étend à celui de l'édition.

Vous avez participé en tant qu'économiste au chiffrage du programme du NFP. Il prévoit d'augmenter les dépenses publiques afin d'améliorer la vie des citoyens, en imposant le capital et les plus fortunés. La droite et l'extrême droite considèrent que ce virage conduirait à un effondrement économique du pays. Que répondez-vous ?

Je réponds qu'ils se trompent. Et ce, pour plusieurs raisons. La science économique n'est pas une science dure – on peut difficilement prévoir l'avenir. Mais l'histoire économique nous apprend à tirer les leçons du passé. Or, que nous ont appris sept ans de macronisme ? Premièrement, que la politique budgétaire et fiscale qui a consisté à faire des cadeaux aux plus riches n'a eu aucun effet décelable sur l'investissement ou les créations d'emplois. En revanche, elle a conduit à une augmentation très forte des inégalités. D'après *Challenges*, les 500 plus grandes fortunes sont passées depuis dix ans de 200 milliards d'euros (environ 10 % du PIB) à 1 200 milliards (50 % du PIB) ; d'après les dernières données du World Inequality Lab, les 1 % des fortunes les plus importantes atteignent les 3 500 milliards d'euros en France (soit 150 % du PIB) ! Et tout ça sans créer de la croissance supplémentaire et sans retour des plus riches.


La professeure d'économie à Sciences-Po, à Paris, en septembre 2022. JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

Le projet du NFP, c'est un projet de justice sociale. Mais, au-delà, c'est une stratégie assumée d'investissement dans la formation, les universités et la recherche, la seule qui peut durablement faire progresser la productivité. Le tout avec les fondations d'une véritable social-démocratie à la française, avec un tiers des sièges pour les salariés dans les conseils d'administration des entreprises, comme cela se fait en Suède et en Allemagne depuis les années 1950, ce qui est la meilleure façon d'impliquer les travailleurs dans des stratégies d'investissement et de haute productivité à long terme. De plus, ce projet est financé. Là où Macron a laissé filer la dette et les déficits bien avant la crise du Covid, le NFP propose de mettre une recette en face de chaque dépense. Il ne s'agit donc pas de faire de la dette supplémentaire, mais de faire contribuer une poignée de très aisés – ainsi que les grandes multinationales qui échappent à l'impôt – au financement de l'avenir.

« Les classes populaires rurales et urbaines ont pour l'essentiel les mêmes préoccupations : les services publics et le pouvoir d'achat. »

Le chiffrage du NFP, prudent, ne prend pas en compte les possibles effets bénéfiques des mesures proposées. Est-il possible d'évaluer les retombées positives qu'auraient une hausse du Smic, un blocage des prix, un développement des services publics et une relance de l'emploi sur l'activité économique, la croissance et la consommation ?

Oui, nous aurions pu le faire… si on nous avait donné plus de trois semaines ! Je veux souligner que la dissolution fait partie de l'arsenal démocratique de notre pays et que l'on ne peut jamais regretter de faire entendre la voix des citoyens. Mais trois semaines pour la tenue d'une élection, c'est un véritable déni de démocratie. Les gens n'ont pas eu le temps de s'inscrire sur les listes électorales, les partis ont dû s'organiser dans l'urgence. Emmanuel Macron faisait d'ailleurs le pari de leur désunion. Pari perdu : il a fallu moins d'une nuit pour permettre à l'idée d'un NFP de naître. Mais le président joue au poker avec notre démocratie.

Pour revenir à votre question, oui – et le NFP au pouvoir le fera pour préparer le prochain budget de l'État –, notre chiffrage peut être considéré comme conservateur du point de vue des recettes car nous ne prenons pas en compte la relance de la consommation qui sera engendrée par les gains de pouvoir d'achat des plus modestes.

À l'inverse, les cures d'austérité décidées par le gouvernement nuisent-elles à notre santé économique ?

Bien sûr. C'est l'erreur qui a été faite en Grèce à la suite de la crise financière, crise qui s'est ensuite étendue à toute l'Union européenne du fait des mesures austéritaires là où les États-Unis – qui ont fait le choix de la relance – ont sorti beaucoup plus rapidement la tête de l'eau. Et on voudrait à nouveau que l'État investisse moins ? Quand on voit l'état de nos hôpitaux, il faut au contraire que l'État investisse davantage dans les services publics de santé. Quand on voit que les plus jeunes ne se présentent même plus au concours d'enseignants, on se dit qu'il est urgent de revaloriser le point d'indice des fonctionnaires, etc. Et nous avons les moyens de le faire, pas en faisant plus de déficit, mais avec une fiscalité plus progressive.

« Si on le compare à celui de 1981, le programme économique du NFP pourrait être qualifié de "social-démocrate". »

Macron diabolise le NFP et la gauche, les plaçant au même niveau que l'extrême droite, ce qui détruit toujours plus le barrage républicain et offre un immense cadeau au RN…

Je pense que ceux qui mettent le NFP sur le même plan que le RN ont perdu toute boussole morale ; et plutôt que de donner des leçons sur les extrêmes, ils feraient mieux d'ouvrir des livres d'histoire. Qu'il y ait un conflit classiste sur la répartition des revenus et des patrimoines, cela est naturel. C'est ce qui a été au XXe siècle au centre de la bipartition et a conduit à des alternances politiques. On ne peut pas reprocher aux plus riches de vouloir moins de progressivité de l'impôt. Mais le problème aujourd'hui, c'est que certains semblent oublier que le RN n'est pas un parti de « droite classique ». Certes, Marine Le Pen prône la suppression de l'impôt sur la fortune immobilière. Mais il y a tout le reste : le racisme, la préférence nationale, la privatisation de l'audiovisuel public, les multiples atteintes aux libertés… et on mettrait ce parti sur le même plan que la gauche ? Que la gauche qui ne serait plus que « radicale » ? Mais radicale en quoi ? Le programme économique du NFP, si on le compare à celui de 1981, pourrait être qualifié de « social-démocrate ». En voulant se poser en « centre de la raison », en établissant cette rhétorique « moi contre les extrêmes », qui lui a permis de se maintenir au pouvoir malgré un socle électoral extrêmement étroit et extrêmement favorisé socialement, Macron a profondément dégradé la qualité du débat politique et public. Il fait le lit du RN. Heureusement, face à ce danger, les gauches et les écologistes ont su dépasser leurs divisions pour créer le NFP. Ils ont également su garder leur boussole idéologique et appelé partout à faire battre le RN.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR AURÉLIEN SOUCHEYRE

(1) « Le début de la fin de la tripartition ? Élections européennes et inégalités sociales en France, 1994-2024 », disponible sur https://wid.world/fr

série en partenariat avec la 20 ans Fondation Gabriel Péri


KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO/GETTY IMAGES

En 1936, à Noyon. L'écrivain français Léon Daudet (à droite) lors d'un meeting de l'Action française sur le mont Renaud (Oise).

Les droites et la violence politique

Hostiles au PCF et à la SFIO, les droites républicaines s'allient au Parti radical pour gouverner. En 1935, une partie d'entre elles optent pour l'union avec l'extrême droite. La dissolution des ligues entraîne la constitution dans ce camp des premiers partis de masse.

HISTOIRE

Au lendemain des émeutes du 6 et du 8 février 1934, les droites républicaines reviennent au pouvoir, dans le gouvernement d'union nationale dirigé par Gaston Doumergue, ancien président de la République de 1924 à 1931. La France vit alors sous un régime parlementaire et dans un monde politique et social très différent du nôtre. Les élections législatives de 1932 ont donné une majorité aux radicaux et aux socialistes. Leur alliance est extrêmement fragile ; les émeutes du 6 février 1934 y mettent un terme. Le Parti radical se tourne vers les droites républicaines pour former une nouvelle majorité, centriste : elle se présente comme une union nationale contre les extrêmes, entendons les « partis marxistes » – socialistes et communistes – à gauche, et une partie des ligues « nationales », en réalité nationalistes, à l'extrême droite.

Face à la dynamique unitaire qui s'affirme à gauche, la majeure partie des dirigeants de droite – comme Pierre-Étienne Flandin, dirigeant de l'Alliance démocratique – soutient la stratégie de concentration, qui repose sur l'alliance avec les radicaux. Cette stratégie fonctionne, du gouvernement de Gaston Doumergue en 1934 au gouvernement d'Albert Sarraut au début de 1936. Ces gouvernements sont composés de ministres radicaux – tel Édouard Herriot – et de ministres de droite modérée – comme Pierre-Étienne Flandin. Il existe une stratégie alternative à la conjonction des centres : c'est celle de l'affrontement droite-gauche. À partir de 1935, une partie des droites républicaines – en particulier la Fédération républicaine – opte pour l'union des droites dites patriotes. Il s'agit en réalité de tendre la main aux nationalistes. Au début de 1936, cette question n'est pas tranchée.

La deuxième difficulté concerne les rapports entre les formations politiques de droite, « patriotes », et les organisations parapolitiques, majoritairement antiparlementaires, des nationalistes. Ce sont les ligues, en référence à l'Action française royaliste, aux Croix-de-Feu dirigés par le lieutenant-colonel François de La Rocque et aux Jeunesses patriotes animées par Pierre Taittinger. En réalité, c'est une nébuleuse beaucoup plus large, qui englobe des organisations spécialisées – la Fédération des contribuables, proche de l'Action française –, des partis groupusculaires – le francisme de Marcel Bucard –, ou encore des groupes corporatistes – tels les comités de défense paysanne. Ces organisations ne jouent pas de rôle majeur au Parlement ; en revanche, sur le terrain, elles sont très présentes et utilisent des moyens d'action spectaculaires : défilés en uniforme, rassemblements motorisés, contre-manifestations. En 1934, plusieurs de ces organisations créent un Front national, le premier du nom. Elles constituent, pour le Front populaire, le visage du fascisme. Mais ce fascisme, en 1934-1935, ne correspond pas à un parti : ce que demande le Rassemblement populaire, c'est la dissolution des ligues, et non d'une formation politique traditionnelle. À la veille des élections de 1936, les droites n'ont pas tranché cette question.

Le 13 février 1936, Léon Blum est roué de coups par quelques dizaines d'assaillants, devant une foule de 300 à 500 personnes.

LE TOURNANT DES LÉGISLATIVES

C'est la condamnation de la violence militante qui la règle. En effet, la violence politique – contre des adversaires, contre les forces de l'ordre – ne disparaît pas après février 1934. Pour le grand public, un événement a l'effet d'un électrochoc : la tentative de lynchage de Léon Blum par des militants et sympathisants d'Action française. Le 13 février 1936, il est roué de coups par quelques dizaines d'assaillants, devant une foule de 300 à 500 personnes. Il en réchappe grâce à des policiers et à quelques passants qui s'interposent, dont, dit-on, six ouvriers du bâtiment. Le chapeau de Léon Blum est retrouvé au siège de la ligue d'Action française, suspendu au mur comme un trophée. La ligue est dissoute peu après. Reste une question, centrale, pour les droites nationalistes : la condamnation, ou pas, de la violence politique comme moyen d'action légitime.

La recomposition des droites françaises à l'été 1936 est le fruit de leur échec aux élections législatives du printemps, et d'une condamnation de la violence militante nationaliste, qui aboutit à la dissolution des autres ligues en juin. Cette situation inédite a une conséquence profonde : la création des premiers partis de masse à droite, avec le Parti social français, issu du mouvement des Croix-de-Feu, et le Parti populaire français, dirigé par un ancien communiste, Jacques Doriot.

FRÉDÉRIC MONIER
HISTORIEN

Des voix pour le Nouveau Front populaire


JULIEN JAULIN/HANSLUCAS

Une dynamique, source d'espoir

BENOÎT TESTE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FSU

Le syndicalisme a une responsabilité particulière, dans ce moment de bascule. D'abord, la responsabilité d'être d'une clarté et d'une fermeté absolues à l'heure où des digues sautent. Jamais nous n'accepterons la banalisation de la xénophobie et du racisme quotidiens. Nous n'accepterons pas plus la démagogie et l'autoritarisme de l'extrême droite malgré son discours désormais lissé. Nous avons notre mot à dire en tant que syndicat. L'intérêt des travailleuses et des travailleurs est de ne pas se laisser diviser, et de faire respecter les droits sociaux comme des libertés que l'extrême droite veut leur reprendre. Notre deuxième responsabilité majeure est de mener le combat contre les conséquences désastreuses des politiques néolibérales menées par le pouvoir et qui font le lit de l'extrême droite.

RASSEMBLEUR ET DE RUPTURE

De ce point de vue, le Nouveau Front populaire est une réponse politique à cette exigence sociale. Si nous manifestons notre soutien à son programme, c'est aussi parce que la capacité de la gauche à s'unir est un élément clé de ce scrutin. Nous y avons contribué dès le lendemain des élections européennes et de l'annonce de la dissolution. L'exigence de l'unité, portée entre autres par la FSU, et un appel à l'action montrent que les cinq principales organisations syndicales représentant différentes sensibilités du monde du travail sont unies dans la lutte contre l'extrême droite. L'intersyndicale avance une dizaine de mesures, en grande partie reprises par le Nouveau Front populaire, comme l'abrogation de la réforme des retraites de 2023, et la rupture avec les politiques libérales. Rassembleur et de rupture, là est peut-être la quadrature du cercle, mais c'est cela qui installe un « climat » unitaire. Rassembleur pour que toutes les sensibilités se retrouvent, et de rupture car les gens sont en colère et exigent que ça change. Il est nécessaire de répondre aux fondements de la détresse sociale que ce moment politique met en exergue.

L'indépendance syndicale n'a jamais signifié l'indifférence à ce qui se joue dans le débat public. Nous ne sommes pas candidats au pouvoir, précisément car nous sommes un contre-pouvoir. Mais, justement, en tant que contre-pouvoir, nous défendons l'intérêt du monde du travail et des services publics pour faire en sorte que des mesures de justice sociale soient mises en œuvre. La dynamique du Front populaire dessine un autre possible que le choix délétère qui prévalait entre un libéralisme de plus en plus autoritaire et l'extrême droite. Nous savons que, même en cas de victoire politique de la gauche, un mouvement social fort et indépendant sera indispensable.


PHILIPPE MATSAS/LEEXTRA/EDITIONS RIVAGE

Le jour se lève ?

HERVÉ LE CORRE ÉCRIVAIN, PRIX GONCOURT 2022

Ils l'ont fait. Ils ont construit, en quelques heures de négociations, une union de la gauche et élaboré un programme de gouvernement. Rupture, bifurcation. Enfin des mots doux à nos oreilles, peuple de gauche, comme on dit, ce qui ne signifie pas que tout le peuple se réclame de la gauche et en attende grand-chose après qu'elle a tant déçu, a trahi, ennemie de la finance tôt ralliée à la contre-réforme libérale, mais passons… Jouons de notre ardoise magique pour écrire du nouveau, du frais, de l'inédit.

Nouveau Front populaire. Bien sûr, la référence à 1936 est convoquée : les grandes conquêtes sociales acquises de haute lutte, l'imagerie heureuse qui illustre ce moment, la détermination souriante des occupations d'usines, la foule ensoleillée du 14 juillet 1935, les femmes et les hommes immortalisés (oui, oui, ce mot !) par Willy Ronis et quelques autres. Mais arrêtons là la machine à clichés, fussent-ils sublimes et puissants. Avant 1936, il y eut 1934. Le 6 février, pour être précis : l'émeute des ligues d'extrême droite près du Palais Bourbon. Un an après l'accession au pouvoir de Hitler, alors que Mussolini gouvernait l'Italie depuis douze ans, la menace de l'extrême droite devenait en France plus visible, plus massive, ne se limitant plus aux bagarres entre étudiants de gauche et Camelots du roi au Quartier latin. Pendant deux ans, la gauche française s'unit, à la base d'abord puis au sommet, cahin-caha, avec pour ciment principal l'antifascisme. Face au péril, les partis parvenaient à s'entendre sur un programme. Heureux moments de lucidité qui permirent à la simple et si élémentaire notion de progrès social d'entrer dans la conscience populaire et dans l'Histoire.

Difficile de ne pas faire le rapprochement, puisque la bannière choisie nous y invite, mais impossible de s'en contenter : on ne recevrait de ce passé qu'un éclairage crépusculaire peu propice à la réflexion et à l'action. Aujourd'hui, un spectre hante l'Europe (et pas seulement) : l'extrême droite raciste, xénophobe, nationaliste, au discours social mensonger, héritière des nazis et des fascistes des années 1930 et 1940. Aujourd'hui, en France, voilà ses représentants au seuil du pouvoir, portés par leurs succès électoraux récents. Aujourd'hui, il est possible que nous ayons basculé dans une ère nouvelle à rebours des belles promesses fantomatiques de Marx et Engels : les spectres ne sont plus les mêmes et l'on sait de quoi ils sont capables. Il aura fallu à nouveau une alerte pour que la gauche se décide à s'entendre. Il ne suffira pas, cette fois-ci, de sauver quelques sièges de députés pour aller sur les bancs de l'Assemblée et y exercer je ne sais quelle vigilance républicaine. Il faut que le Nouveau Front populaire gagne et accède au pouvoir. Nous sommes au bord du gouffre, et y demeurer, lâchement soulagés, ce serait ignorer que le sol se dérobe sous nos pieds. C'est d'un bond prodigieux que nous avons besoin pour franchir cet abîme infernal où se forgent des temps de fer. Que s'éteignent les vieilles querelles, mortifères et désespérantes. Laissons se lever le jour.


FRANCK JAKUBEK

À la France qui n'oublie pas

PIERRE CHARRET COMBATTANT VOLONTAIRE DE LA RÉSISTANCE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Pour un ancien résistant, c'est insupportable de voir revenir au pouvoir, en France et en Europe, les héritiers, les descendants des nazis. L'héritage de la Résistance est menacé gravement aujourd'hui en France, comme dans de nombreux pays, par une extrême droite menée par le Rassemblement national, semant la haine contre les étrangers et le racisme ! En 1945, après la victoire contre le nazisme, le général de Gaulle, fort de l'appui du CNR et de son programme, réussit à relever la France meurtrie. Avec des avancées sociales, comme la Sécurité sociale, les grands services publics, l'éducation nationale, les nationalisations, le vote des femmes… Ces acquis sont démolis depuis des années par les gouvernements successifs dont celui de Macron, complice du RN. L'heure est grave, mais le rassemblement des républicains dans un Nouveau Front populaire se renforce chaque jour, notamment la CGT, force de la Résistance et du CNR. D'ici au 30 juin, gagnons de nouveaux militants à ce barrage républicain à l'extrême droite et pour des améliorations immédiates des salaires, des retraites et des conditions de vie et de travail. Le rétablissement de l'impôt sur la fortune et sur les surprofits nous en donnera les moyens. Il n'y a pas une minute à perdre pour gagner des voix. Votez et faites voter Nouveau Front populaire pour la victoire d'une France qui n'oublie pas, généreuse, solidaire, démocratique et pacifique !

« Grattez le vernis de civilisation dont les siècles nous ont couverts, et l'homme primitif reparaît. » Alfred Dreyfus

LA FEMME DU JOUR


VALERY HACHE/AFP

Pinar Selek

La sociologue et écrivaine Pinar Selek doit être de nouveau jugée par contumace à Istanbul, ce vendredi. L'audience qui a été plusieurs fois reportée ira-t-elle à son terme ? Née à Istanbul en 1971, Pinar Selek grandit au sein d'une famille militante, marquée part la figure de son grand-père, Haki Selek, l'un des fondateurs du Parti des travailleurs de Turquie. Féministe et antimilitariste, enseignante à l'université de Nice, elle est réfugiée en France depuis 2009. Son cauchemar a débuté en 1998 lorsqu'elle est arrêtée le 11 juillet pour ses travaux sur la communauté kurde. La police l'accuse d'avoir un lien avec un « attentat » dans le bazar aux épices à Istanbul, perpétré deux jours plus tôt, et affirme avoir trouvé chez elle du matériel pour fabriquer une bombe. Mais ses avocats ont rapidement montré qu'il n'y avait aucune preuve. Accusée de liens avec le PKK, elle subit plusieurs interrogatoires et des actes de torture pour lui extorquer le nom des personnes qu'elle a rencontrées durant ses recherches universitaires. Après la publication d'un rapport, deux ans et demi plus tard, attribuant l'explosion à une fuite de gaz, elle est relâchée. Mais elle est de nouveau arrêtée en 2006 pour le même crime et acquittée en 2008. Face aux menaces, Pinar Selek est obligée de fuir son pays et obtient l'asile académique en 2012 en France. L'acharnement judiciaire se poursuit avec un mandat d'arrêt international qui l'empêche de quitter l'Hexagone. Le gouvernement turc, qui l'a qualifiée de « terroriste », obtient le 21 juin 2022 que la Cour suprême de Turquie annule l'ensemble de ses acquittements. L'audience de vendredi doit décider de sa condamnation à la perpétuité.

VADIM KAMENKA

L'œil de Soph'



LA BONNE NOUVELLE Le rock emmerde toujours l'extrême droite

Qui a dit que les traditions étaient toutes archaïques ? L'une d'elles est ressuscitée à point nommé : les farouches de la scène rock se sont constitués en Front des musiques indépendantes pour affirmer leur refus de voir l'extrême droite gouverner le pays, et soutenir le Nouveau Front populaire. Une cinquantaine de groupes se sont rassemblés pour éditer une compilation fomentée par quelques membres phares de la scène indé (The Psychotic Monks, Astéréotypie, Bracco, Dalle Béton, Lysistrata, Cathedrale). *En lutte ! Compilation antifasciste pour un monde meilleur* est disponible sur la plateforme Bandcamp, dévouée aux artistes indépendants. En écoutant ce chapelet d'hymnes nerveux et inspirés, chacun pourra y aller de son soutien financier à une association d'aide aux personnes les plus fragiles, les premières visées par l'extrême droite. Au même moment, un appel, « Le rock emmerde le RN », rassemblait artistes, journalistes spécialisés, attachés de presse et lieux consacrés à la musique. Si ça tourne au vinaigre, on saura sur qui compter.

CLÉMENT GARCIA

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Regard de cartographe, épisode 33 En cette période, méfiez-vous des cartes électorales. C'est en substance le message et la démonstration des cartographes Françoise Bahoken et Nicolas Lambert pour ce nouvel épisode de « Regard de cartographe ». En analysant les résultats des européennes circonscription par circonscription, ils montrent que, derrière une carte désespérément bleu Rassemblement national, se cache la réalité d'un rapport de force où le Nouveau Front populaire peut tirer son épingle du jeu. Tout pourrait se jouer dans 18 % des circonscriptions, qui semblent très indécises. Retrouvez également la carte des circonscriptions et des candidats présentés par le Nouveau Front populaire.

LE BILLET DE MAURICE ULRICH


BRUNO ARBESU

Le vice et la vertu

Habitués aux radotages et litanies de l'ancien nouveau philosophe retraité Luc Ferry sur le wokisme, le féminisme militant, l'écologie punitive, etc., on le trouvait plutôt calme ces derniers temps, dans sa chronique du *Figaro*. Mais, avec les élections, il veut lutter, dit-il, contre la haine d'une partie de la gauche contre Israël. *« Il est clair que la bande de Gaza est une prison à ciel ouvert et que la guerre menée par Israël, pour justifiée qu'elle soit, conduit à faire de ce territoire un véritable enfer. Est-ce une raison pour mettre sur le même plan une démocratie, fût-elle mal gouvernée, et un mouvement totalitaire à finalité génocidaire ? »* Nous n'avons ici aucune illusion sur le Hamas, mais 40 000 morts, c'est de la mauvaise gouvernance ? En fait, le vrai sujet de Luc Ferry, c'est sa conclusion : *« Au moment du choix, l'urgence sera, quoi qu'il en coûte, de faire barrage à l'extrême gauche pour nous éviter le pire, la victoire de la haine déguisée en vertu. »* Se servir de Gaza pour justifier le vote RN...

C'EST UN SCANDALE

La journaliste Giulia Foïs harcelée par la fachosphère

Il règne en France un parfum de peste brune. Depuis le lundi 24 juin, et la publication d'un post sur le réseau social X annonçant sa participation au meeting du Nouveau Front populaire prévu à Lyon mercredi 26 juin, la journaliste Giulia Foïs, productrice entre autres de l'émission *En marge* sur France Inter, est au cœur d'une campagne d'attaques en ligne orchestrée par l'extrême droite. Comme à l'accoutumée, les médias de Bolloré se sont jetés sur cette « affaire », éructant avec morve sur leur fantasme d'une collusion entre l'audiovisuel public et la gauche. Face au harcèlement, l'animatrice, connue pour son engagement féministe, a préféré annuler sa participation. *« Les temps sont détestables. Les arbitrages, douloureux »*, écrit sur X celle qui refuse que ses engagements soient utilisés pour *« nuire »* aux milliers d'employés de Radio France.

Sébastien Jumel en campagne et en colère

LÉGISLATIVES Dans la 6e circonscription de la Seine-Maritime, entre ruralité, quartiers populaires et littoral, le député communiste sortant, Sébastien Jumel, identifie l'immense « colère » provoquée par Emmanuel Macron comme premier adversaire.

REPORTAGE



Le candidat PCF lors d'un meeting à Dieppe, le 26 juin. ANTHONY CORTES

Dieppe (Seine-Maritime), envoyé spécial

Le barbecue peut-il tout ? Dans le quartier populaire des Bruyères de Dieppe (Seine-Maritime), on le veut point de rencontre, on l'espère réconciliateur. Autour de ses fumées, dans lesquelles on devine les silhouettes de militants communistes à l'origine de l'initiative, des dizaines d'habitants descendus de leurs tours composent leur casse-dalle. Certains y restent, taillent le bout de gras, saluent le député PCF sortant en campagne, Sébastien Jumel, candidat Nouveau Front populaire (NFP) sur cette circonscription, la 6e de Seine-Maritime. D'autres se servent, s'éloignent et toisent leurs propres voisins. *« Ça finira mal un jour »*, promet David, 46 ans, mâchoire serrée. Cet ancien des espaces verts, sans activité depuis un accident de tronçonneuse à l'origine de ses pas mal assurés, est de ceux qui ont pris leurs distances, tout comme Sabrina et Eddy. La première a 36 ans et est auxiliaire de vie. Le second, 40 ans, est marin-pêcheur. Les trois assurent *« ne pas s'en sortir »*, même s'ils font *« tout pour »*. Dans leurs pattes, leurs enfants respectifs, qui eux non plus ne se mélangent pas.

En cause, un maelström de raisons, des nœuds, des rancœurs. Contre les habitants des tours voisines et leurs *« robinets en or »*, caricaturent-ils les quelques représentants du quartier de Neuville, *« toujours favorisés »*, ou de vieilles connaissances coupables d'avoir été *« embauchées »* alors que leurs proches n'y parviennent pas. Contre les prix de retrait appliqués à certains poissons, ceux de l'essence et du gaz, ou de *« la merde qu'on importe »*. Et contre tous ceux qui représentent de près ou de loin le monde politique, sans distinction d'étiquettes. *« Il y a eu les gilets jaunes, la colère des pêcheurs, des agriculteurs, et rien ne change jamais : on ne s'occupe pas des Français, toujours des autres »*, regrette Sabrina, triturant le piercing planté au-dessus de sa lèvre. Eddy l'interrompt : *« Macron veut qu'on fasse la guerre pour l'Ukraine, mais c'est contre lui qu'on va finir par la faire. »* Tous acquiescent. Elle commencera par un vote, ce dimanche, en faveur du Rassemblement national (RN). *« Pour casser son délire, pas parce que j'y crois*, précise David. *Ils veulent nous ignorer ; nous, on va les emmerder. »*

> « Il faut un représentant capable de tordre le bras des décideurs. »
> SÉBASTIEN JUMEL, DÉPUTÉ SORTANT

Dans cette circonscription, qui contient quartiers populaires, littoral et villages ruraux, Jordan Bardella a recueilli le 9 juin 44,9 % des voix, contre 20,8 % pour le bloc de gauche, avec une participation plus forte que la moyenne nationale : 46,6 %. *« Cela fait sept ans qu'Emmanuel Macron clive, méprise, insulte et multiplie les abandons »*, relève Sébastien Jumel, élu en 2022 avec 57,8 % des voix face au candidat RN, Patrice Martin. Inévitablement, les colères gonflent. Et le candidat devra parvenir à y répondre pour être réélu. ■■■

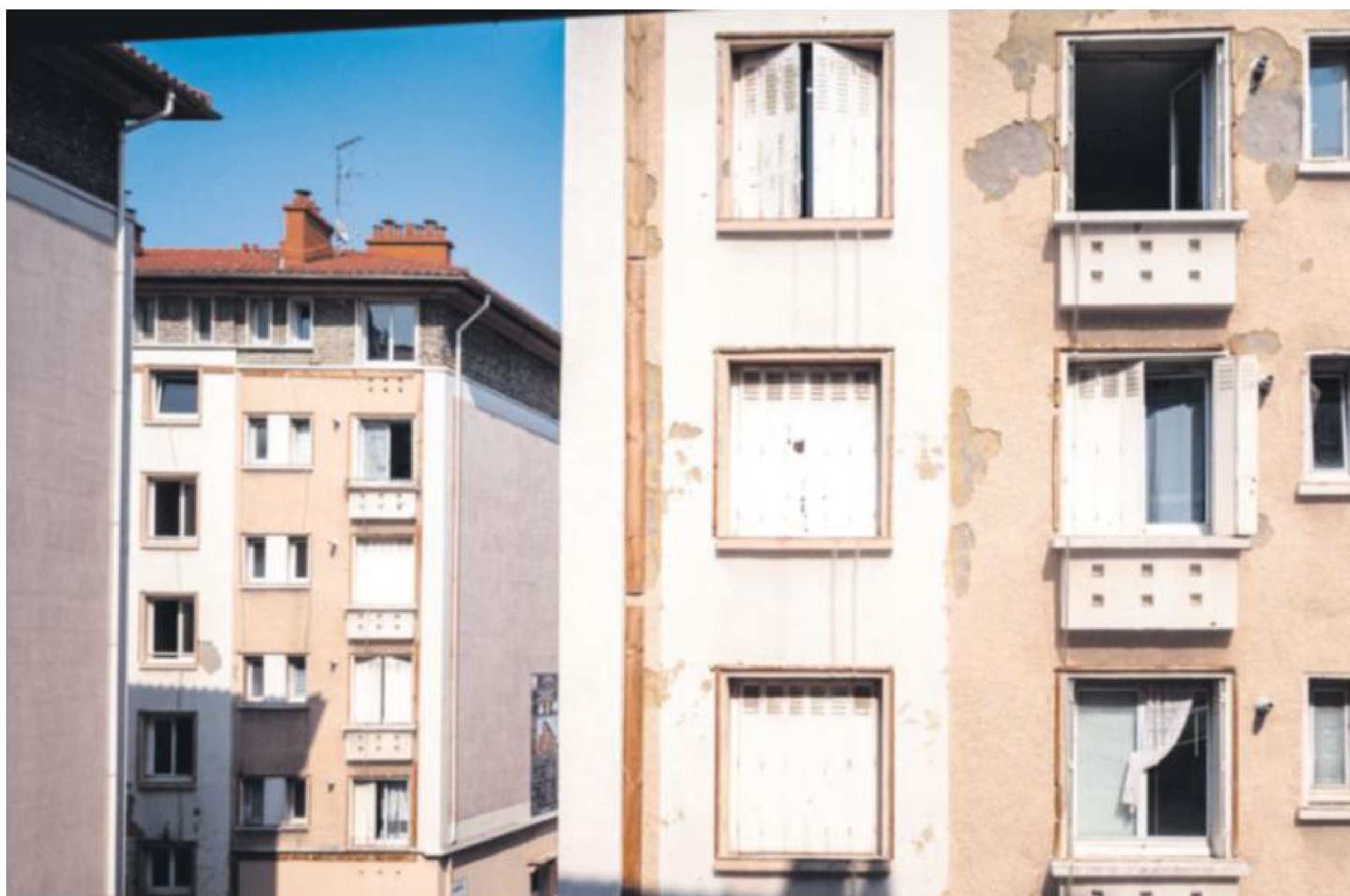
Sur le parvis de l'hôtel de ville de Saint-Martin-en-Campagne, ancienne commune rattachée à celle de Petit-Caux (9 600 habitants), qui s'apprête à accueillir le plus grand chantier industriel d'Europe, le futur EPR 2, avec 10 000 emplois à la clé à l'horizon 2030, Gérard Fécamp et Vincent Bertin conversent. Les deux sont respectivement maires délégués d'Intraville et de Tourville-la-Chapelle, 275 et 590 habitants, dont *« beaucoup d'agriculteurs et de pêcheurs »*. *« Il y a une très forte colère qui nous dépasse parfois »*, rapporte Gérard Fécamp. La faute aux difficultés liées au *« coût de la vie »*, dit-il, bien que le taux de chômage soit ici plutôt bas (6,4 %, contre 7,3 % au niveau national), mais pas seulement. *« Tout le monde a en mémoire les mouvements de contestation*, explique Vincent Bertin. *La crise agricole du début de l'année, mais surtout le mouvement des pêcheurs ici même* en mars 2023, *pour la sauvegarde de la pêche artisanale locale contre les importations massives, ont laissé des traces »*. Lesquelles ? *« On a définitivement compris que lorsque l'on ne va pas dans le sens du gouvernement, on nous efface »*, constate Loëtitia Bourcier, qui vend sur la côte le poisson de son petit chalutier de famille, la *Fée des mers*, et qui était l'une des voix de cette révolte.

« On s'est battus pour sauver nos emplois et notre activité face à tous les freins : les industriels étrangers qui viennent piller nos ressources, les réglementations européennes inadaptées… Mais tout ce que le gouvernement a trouvé à nous dire quand nous avons bloqué le port du Havre, c'était que nous menacions les intérêts des industriels, que nous étions irresponsables. Pour eux, l'inquiétude des petits est illégitime », ajoute celle qui confie voter pour le député sortant. Sébastien Jumel est d'ailleurs reconnu par les acteurs locaux comme porte-voix des colères à l'Assemblée. Et identifié comme un élu qui *« s'oppose et propose »*. Face au risque de résignation, il appelle à la révolte. *« Fort de tous les combats menés et face à tous les défis à relever, du désenclavement du territoire à la lutte contre la désertification médicale ou le développement économique, il faut un représentant capable de tordre le bras des décideurs, un interlocuteur crédible*, affirme-t-il. *Que Macron se le dise, ici on veut tout : entrée, plat, dessert et fromage ! »* Avec ou sans barbecue.

ANTHONY CORTES

OUTRE-MERS UN ENJEU CENTRAL POUR LA GAUCHE

Ils sont, comme d'habitude, les grands oubliés de ces élections législatives : les 27 députés ultramarins. Dans les neuf territoires concernés, tous se représentent. Et pour la gauche, l'enjeu est d'envergure, même si les outre-mers, de par leur vie politique singulière, ne sont pas inclus dans l'accord du Nouveau Front populaire. Beaucoup sont néanmoins soutenus pas la coalition de gauche. Depuis 2022, sur les 27 députés, dix siégeaient au sein du groupe de la Gauche démocrate et républicaine, aux côtés des élus communistes, quatre autres dans le groupe socialiste et trois avec les insoumis. Deux enfin avec le groupe macroniste, et pas des moindres : Philippe Dunoyer et Nicolas Metzdorf, élus de la droite calédonienne. Qui sont d'ailleurs opposés dans l'une des deux circonscriptions de l'archipel, Metzdorf ayant annoncé son possible ralliement au RN. À noter qu'Emmanuel Tjibaou, fils de Jean-Marie, sera candidat pour les indépendantistes. En Guadeloupe, le danger de voir une élection du RN existe, de même qu'à Mayotte et à La Réunion dans une moindre mesure. En Guyane, Davy Rimane et Jean-Victor Castor ont de bonnes chances de l'emporter à nouveau malgré les divisions locales. Enfin, en Polynésie, où les indépendantistes du Tavini avaient gagné les trois circonscriptions en 2022, le résultat sera serré face à une droite qui s'est unie contre eux. Quant à la Macronie, ce scrutin devrait acter sa quasi-disparition dans les outre-mers.



La résidence Pont-Rouge, à Perpignan (Pyrénées-Orientales), compte 160 logements sociaux. ARNAUD LE VU/HANS LUCAS/AFP

Les associations veulent mettre du concret dans la campagne

Des représentants du Nouveau Front populaire et de Renaissance ont répondu à l'invitation d'organisations de la société civile, afin de détailler leurs programmes sur des points peu débattus dans les grands médias.

Sortir du commentaire sur les querelles de personnes et les petites phrases pour évoquer enfin des orientations politiques de fond. C'est l'un des objectifs poursuivis par Oxfam et cinq autres syndicats et associations (France Nature Environnement, Fondation Abbé-Pierre, FSU, ATD Quart Monde et Médecins du monde) qui ont auditionné, le 27 juin, des représentants des partis investis dans la campagne des législatives.

IMPÔT SUR L'HÉRITAGE… OU DONATIONS EXONÉRÉES

« C'est indispensable de mener ce travail et d'interpeller le politique dans des temps aussi troublés, où l'on a l'impression qu'on ne parle plus de rien, qu'on est dans des punchlines, dans des approximations et dans de la violence du débat public », a souligné Benoît Teste, secrétaire général de la FSU, se réjouissant d'avoir pu aborder *« les problèmes de fond comme la pauvreté, les questions environnementales, d'éducation, de santé, de logement, de fiscalité »*.

En l'absence de candidat « Les Républicains », le grand oral de la société civile a permis des éclaircissements précis sur les programmes du Nouveau Front populaire et de Renaissance. Sur la fiscalité des transmissions, par exemple, *« outil de la lutte contre les inégalités »* selon Oxfam, deux visions se sont opposées. Pour le NFP, Aurélie Trouvé a souligné *« la volonté de mettre en place un impôt sur l'héritage beaucoup plus progressif, ciblé sur les très hauts patrimoines, avec un plafonnement à 12 millions d'euros. Cela concerne une très petite minorité de Français, mais cela permettrait de dégager 17 milliards d'euros de recettes »*.

Représentante de Renaissance, Catherine Vautrin a répété le mantra macroniste du ruissellement : *« Nous sommes dans la logique de créer d'abord de la richesse pour ensuite la redistribuer »*, a indiqué la ministre du Travail. Sur la fiscalité de l'héritage, alors qu'un tiers des Français n'héritent de rien et que 87 % touchent moins de 50 000 euros, elle a expliqué que *« la logique de l'ancienne majorité est de dire qu'il faut accélérer la circulation de cet argent. D'où la nécessité des donations pour les enfants comme pour les petits-enfants, avec effectivement des exonérations fiscales qui peuvent aller plus loin »*. En quelque sorte, permettre aux enfants de riches d'hériter plus et plus vite, sans opérer la moindre redistribution.

UN DIALOGUE SOCIAL MIS À MAL

Saluant la bonne tenue des débats, les représentants de la société civile ont rappelé leurs craintes face à la possibilité d'un gouvernement Rassemblement national. S'ils ont déploré la dégradation du dialogue sous l'ère Macron, avec des phénomènes de stigmatisation du monde associatif dans son ensemble, incarnés par l'obligation de souscrire au contrat républicain, tous appellent à barrer la route au RN.

« Toute la discussion que nous avons eue sur le dialogue entre la société civile et le politique s'éteint si nous avons un gouvernement d'extrême droite », a ainsi rappelé Cécile Duflot, présidente d'Oxfam. Pour autant, tous ont refusé de donner un blanc-seing au NFP. Malgré la proximité et les points d'accord sur le programme, la société civile entend continuer à jouer son rôle de vigie.

CAMILLE BAUER

La CNCDH pointe l'immobilisme de l'État face à la xénophobie

DISCRIMINATIONS Tandis que les actes racistes et antisémites ont explosé en 2023, la Commission nationale consultative des droits de l'homme regrette le manque de détermination des pouvoirs politique et judiciaire pour les juguler.

Dans la 34e édition de son rapport annuel consacré à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie en 2023, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) constate pour la deuxième année consécutive un fléchissement de l'« indice longitudinal de tolérance », véritable baromètre de la CNCDH, qui permet d'étudier l'évolution de la perception des étrangers dans notre société. Ainsi, la proportion de personnes qui pensent que les enfants nés en France de parents étrangers *« ne sont pas vraiment des Français »* a doublé, passant de 22 % à 44 % entre 2022 et 2023. Des résultats qui s'expliquent notamment par *« l'impact des discours politiques et médiatiques non cadrés sur l'immigration, notamment lors du débat sur la loi Darmanin »*, selon le sociologue Vincent Tiberj, qui note que des termes comme « Français de papier », « immigrationnisme » ou « ensauvagement » ont été employés par un spectre très large de représentants politiques, *« ce qui a pu contribuer à les normaliser »*.

> « Le faible niveau de condamnation nourrit une défiance vis-à-vis des institutions. »
>
> MAGALI LAFOURCADE, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CNCDH

Si les Roms restent de loin les plus stigmatisés, la minorité envers laquelle l'intolérance a le plus progressé est celle des personnes juives (+ 4 points). Mais l'antisémitisme reste le fait de *« stéréotypes anciens, qui résistent, voire progressent, particulièrement chez les plus âgés »* : croyance en un pouvoir excessif, rapport supposé à l'argent, soupçon de double allégeance à Israël et à la France… *« Ce vieil antisémitisme, dans lequel l'image d'Israël et le conflit israélo-palestinien interfèrent peu, reste plus marqué à droite qu'à gauche, et il continue à battre des records à l'extrême droite »*, explique la politiste Nonna Mayer, qui précise que *« la majorité des personnes qui ont une image très négative d'Israël n'adhèrent pas du tout aux stéréotypes antisémites »*.

HAUSSE DE 32 % DES CRIMES ET DÉLITS À CARACTÈRE RACISTE

Sans surprise, l'inflation des préjugés racistes et antisémites se traduit en actes. Les chiffres du ministère de l'Intérieur indiquent une hausse de 32 % des crimes et délits à caractère raciste, tandis que la plateforme Pharos (de signalement des contenus en ligne illicites) a recensé 20 % de discours de haine supplémentaires par rapport à 2022. Or, seulement 4 % des victimes d'infractions portent plainte. *« Soit parce que les personnes ont honte, qu'elles craignent de ne pas être crues, ou que le caractère répétitif des atteintes dont elles sont victimes crée chez elles une forme de normalisation »*, regrette Jean-Marie Burguburu, le président de la CNCDH. Ce « chiffre noir » des infractions non répertoriées s'explique aussi par le sentiment que porter plainte est inutile : 55 % des affaires remontées par les parquets en matière de racisme et d'antisémitisme sont classées sans suite, soit 11 points de plus que pour l'ensemble des affaires. *« Le contentieux raciste n'est pas suffisamment pris au sérieux par la police et la justice*, estime Magali Lafourcade, secrétaire générale de la CNCDH. *C'est regrettable, car le faible niveau de condamnation nourrit une défiance vis-à-vis des institutions en général. »*

Les carences des pouvoirs publics sont également pointées par le président de la CNCDH : *« Le plan pluriannuel contre les discriminations liées à l'origine annoncé l'année dernière par Élisabeth Borne était ambitieux, mais il est resté lettre morte et dix-huit mois plus tard le nouveau premier ministre n'a pas souhaité de remise en main propre de notre rapport… »* Un désintérêt lourd de sens qui profite aux idées d'extrême droite.

EUGÉNIE BARBEZAT

Marche des fiertés 2024, une édition très politisée

LGBTQIA+ Cette 47e manifestation défilera contre la menace de l'extrême droite, à un moment où les actes transphobes sont en augmentation.

Jour de fête, ce samedi 29 juin sera aussi et surtout un jour de lutte. Alors que la 47e Marche des fiertés verra le retour de ses chars mythiques, entre la porte de la Villette et la place de la République à Paris, impossible d'échapper à l'actualité politique du moment. La marche *« promet d'être mobilisatrice vu le contexte »* prévient James Leperlier, président de l'Inter-LGBT, qui regroupe une soixantaine d'associations, interrogé par l'AFP. À quelques jours du premier tour des législatives, l'Inter-LGBT appelle clairement à voter *« contre l'extrême droite »* et pour *« des partis qui mettent nos droits et nos revendications dans leurs priorités »*.

L'édition 2024 de la Marche sera placée sous le signe de la lutte contre la transphobie qui *« est monnaie courante depuis plusieurs semaines et qui demande en retour de la trans-solidarité »*, poursuit James Leperlier. *« L'offensive transphobe a envahi le débat public, des publications anti-trans se sont multipliées, parfois sans la moindre réaction des autorités »*, ajoute-t-il. Des discours de haine *« qui sont utilisés à des fins électoralistes »*, dénonce-t-il, ciblant les récents propos du président de la République, Emmanuel Macron, jugeant totalement *« ubuesque »* la proposition de la gauche concernant, selon lui, un *« changement de sexe libre en mairie »*.

Toute la communauté LGBTQIA+ s'était déjà mobilisée contre l'extrême droite lors de précédents cortèges. En 2002, plus de 650 000 personnes avaient défilé lors de la Marche des fiertés afin d'exprimer leur opposition à Jean-Marie Le Pen, qui avait accédé au second tour de l'élection présidentielle face à Jacques Chirac. L'organisation de la Marche paraît d'autant plus nécessaire que les actes homophobes augmentent. Selon l'association SOS Homophobie, *« les violences et la haine anti-LGBTI ne faiblissent pas »*, avec 2 377 cas de discriminations recensés sur l'année 2023. Même constat du côté de l'Agence européenne des droits fondamentaux, qui alerte sur l'augmentation de la violence envers les minorités sexuelles et de genre entre 2019 et 2024 en Europe.

BÉRÉNICE PAUL

EN LUTTE



AGENTS DE SÉCURITÉ

La CFDT a appelé à une grève des agents de sécurité ce vendredi. En cause : les conditions de travail (service de nuit non revalorisé) et le non-respect des engagements patronaux sur les salaires. D'autres grèves sont prévues pendant les JO.

LABORATOIRES EN COLÈRE

À l'appel de la CFDT santé-sociaux, 38 sites des laboratoires Eurofins Labazur Bretagne étaient à l'arrêt le 27 juin. Les salariés, réunis à Pleyben (Finistère), ont dénoncé une dégradation des conditions de travail et exigé une hausse de salaire de 8 %.

FIN DE LA GRÈVE À DUNKERQUE

La grève des éboueurs de la communauté urbaine de Dunkerque (CUD), qui durait depuis lundi, a été levée le jeudi 27 juin. Les salariés dénonçaient des problèmes dans l'organisation et contredisaient la décision de la CUD de supprimer les tournées de nuit.

À Hagondange et Dunkerque, les Ascometal retiennent leur souffle

SIDÉRURGIE Le tribunal de commerce de Strasbourg se prononce, ce vendredi, sur les offres de reprise des quatre sites d'aciers spéciaux. La veille, il n'en restait plus qu'une.



Les salariés d'Ascometal manifestent le 6 juin 2024, à Dunkerque. MARC DEMEURE/LA VOIXDU NORD

Dans le dossier Ascometal, les bonnes nouvelles sont si peu nombreuses qu'elles valent la peine d'être mises en lumière. Un mois après l'officialisation de sa reprise, avec l'ensemble de ses 323 salariés, le site de Fos-sur-Mer commence à prendre sa place au centre de la stratégie d'internalisation du groupe sidérurgique italien Marcegaglia, qui compte en faire son principal fournisseur d'acier décarboné. Dans les Bouches-du-Rhône, il est désormais question de passer de 8 à 30 coulées par jour.

Mais les autres usines d'Ascometal restent, elles, suspendues à l'issue de l'actuel redressement judiciaire, le troisième en dix ans. Ce vendredi 28 juin, le tribunal de commerce de Strasbourg statue sur les propositions de reprise des sites d'Hagondange (Moselle), Custines (Meurthe-et-Moselle) et le Marais, à Saint-Étienne (Loire), soit le « cluster auto », ainsi que les Dunes à Leffrinckoucke, dans le Dunkerquois (Nord). Or, ce jeudi après-midi, les derniers échos des négociations entre les émissaires de Bercy et les candidats repreneurs n'étaient vraiment pas bons. Dans ce jeu de poker menteur de dernière heure entre industriels et fonds d'investissement en lice, dont le principe consiste à rafler la mise avec le plus d'aides publiques possible, l'un des protagonistes du dossier a définitivement quitté la table. Le groupe italien Acciaierie Venete, qui était depuis fin 2023 en pourparlers exclusifs pour racheter Ascometal, avant de se recentrer sur Hagondange, a dans un premier temps

L'AGENDA



28 juin À 9 heures, le tribunal de commerce de Strasbourg statue sur la reprise des sites d'Ascometal : le « cluster auto » de Custines et d'Hagondange (Moselle), le site de parachèvement du Marais (Loire), ainsi que le site dunkerquois des Dunes (Nord).
29 juin Marche blanche, au départ du 74, avenue Pablo-Picasso à Nanterre (Hauts-de-Seine), organisée par la mère de Nahel, un an après la mort de l'adolescent.
Jusqu'au 26 juillet Préavis de grève en cours à la Caisse des dépôts à l'appel de l'intersyndicale contre le non-renouvellement de contractuels.
1er juillet Audience définitive devant le tribunal de commerce de Paris pour la reprise de l'usine Metex d'Amiens (Somme) par le groupe Avril.

prétexté le refus de l'État de prendre à sa charge les 15 millions d'euros de travaux de désamiantage des bâtiments, puis la grande incertitude politique liée à la dissolution, pour quitter le navire. L'entrée de la Banque publique d'investissement dans son capital à hauteur de 18 millions, à la demande même de Venete, semblait pourtant envisageable pour renforcer ses fonds propres. Mercredi, le comité interministériel de restructuration industrielle, qui suit pour le gouvernement les dossiers d'entreprises en difficulté, a pris acte de la rupture.

« UN SCÉNARIO CATASTROPHE »

« L'industriel aura laissé entrevoir beaucoup d'espoir avec son projet de reprise, avant de laisser beaucoup de désespoir, pour ne pas dire plus chez certains », déplore dans un communiqué la CFDT d'Hagondange. *« Mais sur le fond, pouvait-on s'attendre à autre chose de la part de Venete ? Par son silence, l'accumulation de ses demandes, par ses courriers, sa position finale, souhaitait-il foncièrement reprendre Ascometal ? »* se demande le syndicat.

Ce jeudi, ne restaient plus que deux offres émanant de candidats extérieurs à la sidérurgie, cherchant à diversifier leurs activités. Et encore, l'une d'entre elles vacillait. Celle d'Europlasma. Le propriétaire des Forges de Tarbes (production d'obus), récent repreneur de Valdunes, s'est positionné dans les dernières semaines pour proposer une réorientation d'Ascometal vers l'acier d'armement et la fabrication de munitions de gros calibre, en rouvrant notamment le laminoir des Dunes et en reconvertissant l'outil de production à Hagondange. Jusqu'à hier, et l'annonce de son retrait. Une ultime manœuvre pour mettre la pression sur des pouvoirs publics dans leurs petits souliers en pleine période électorale ?

La deuxième offre en lice émane de Greybull Capital. Ce fonds d'investissement spécialiste du « retournement d'entreprise » s'est fait connaître en France à la fin des années 2020 avec sa reprise de l'usine de rails d'Hayange, désormais propriété de Saarstahl Rail. Là encore, le projet est de réduire la dépendance d'Ascometal à l'automobile et de diversifier les activités vers l'armement, la mécanique et le nucléaire.

> Les deux dossiers ont comme point commun la promesse de conserver les effectifs.

Les dossiers Greybull comme Europlasma ont comme point commun la promesse de conserver les effectifs (autour de 600 emplois) à quelques dizaines de postes près, moyennant entre 40 millions et 100 millions d'euros de soutien public, sous forme de prêts ou de garanties ; moyennant aussi un coup de pouce de l'État pour se faire une place dans le secteur de la défense.

« Si repreneur il y a, nous demandons à l'État la mise en place d'une instance, avec les syndicats dedans, pour nous assurer du suivi des promesses d'investissement », prévient Philippe Verbeke. Et comme le pire est possible, à savoir une liquidation prononcée par le tribunal de commerce de Strasbourg ce vendredi, le coordinateur sidérurgie de la CGT prévient : *« Dans ce scénario catastrophe, il est impossible que l'État ne nationalise pas, afin de trouver une solution avec les acteurs de la sidérurgie française. On a besoin d'Ascometal, avec ses aciers spéciaux verts, pour la transition écologique de notre industrie. »* ■

STÉPHANE GUÉRARD



Le train des primeurs avait été lancé en 1986. JC MILHET/HANS LUCAS VIA AFP

Clap de fin pour le train des primeurs ?

FERROVIAIRE Dans un contexte de liquidation de Fret SNCF, l'exploitation de la ligne entre Perpignan et Rungis prend fin ce week-end.

Samedi 29 juin, vers 2 h 30 du matin, le train des primeurs rentrera dans le Marché international de Rungis (MIN). À son bord : cinq compartiments de fruits et légumes, pour la plupart venus du Maroc en camion jusqu'à Perpignan, avant d'être chargés dans ce train au marché international Saint-Charles.

Ce cinquième convoi de la semaine sera probablement le dernier pour cette ligne. En effet, à la suite du plan de discontinuité de Fret SNCF décrété par l'exécutif en mai 2023, l'entreprise doit livrer à ses concurrents 23 de ses meilleurs flux, soit 30 % de son trafic, d'ici à la fin juin. Le gouvernement escompte ainsi éviter le remboursement par Fret SNCF de 5,3 milliards d'euros d'aides publiques versés entre 2007 et 2019.

Une première fois suspendu entre 2019 et 2021, le Perpignan-Rungis est de nouveau plongé dans l'incertitude. *« Le contrat de trois ans prend fin le 29 juin. Pour l'heure, aucun repreneur ne s'est déclaré »*, déplore Mikaël Meusnier. Selon le secrétaire général CGT des cheminots de Perpignan, une vingtaine d'emplois sont en jeu. *« Dès la relance, l'exécutif et la SNCF ont fait le choix d'assurer ce train avec un seul chargeur (client – NDLR). La CGT avait apporté à ce tour de table un second chargeur. Une lettre d'intention avait été remise*, pointe le conducteur fret. *Ce dernier est à même de remplir un train complet de 24 wagons d'ici à trois ans, avec une activité dans le sens Rungis-Perpignan. Cette proposition est toujours valable. »*

Autre difficulté pour le train des primeurs, un nouveau terminal multimodal doit voir le jour au Marché international de Rungis, nécessitant une suspension de la liaison durant une année complète. *« En l'état, les travaux ne sont pas budgétisés. Les appels d'offres n'ont pas été formulés »*, assure Mikaël Meusnier. Une rencontre doit intervenir prochainement entre la CGT et la Semmaris, le gestionnaire du MIN de Rungis. Cette dernière n'a pas répondu à nos sollicitations.

Pour Pascal Savoldelli, *« la fermeture du train des primeurs est incompréhensible : 20 000 camions supplémentaires sur les routes d'Île-de-France sont à prévoir. Un coût environnemental irresponsable que les collectivités devront supporter »*. Selon le sénateur PCF du Val-de-Marne, *« ce gâchis aurait pu être évité, comme le précisait un rapport de l'Assemblée nationale, un moratoire aurait été possible en attendant de trouver une solution de plus long terme »*.

En avril, le ministre des Transports, Patrice Vergriete, faisait savoir que *« le train des primeurs reste plus que jamais une priorité de l'État »*. Mi-mai, le ministère avait publié un nouvel appel à manifestation d'intérêt, *« à compter du service ferroviaire annuel 2026 »*. Selon *les Échos*, la consultation sera close à compter du 19 juillet, dans un contexte d'incertitude politique depuis la dissolution.

Pour Mikaël Meusnier, les solutions à apporter sont tout autres : *« L'arrêt de la privatisation de Fret SNCF prévu dans le programme du Nouveau Front populaire est une première étape. Nous devons remettre sur pied un vrai service public du rail, dont l'ensemble des activités seraient intégré dans une entreprise publique. »* ■

NAÏM SAKHI



Le 26 juin, à La Paz. Le président bolivien, Luis Arce (2e à gauche), sur le balcon du palais du gouvernement. AIZAR RALDES/AFP

En Bolivie, Luis Arce déjoue un coup d'État militaire

AMÉRIQUE DU SUD

Ce mercredi 26 juin, le président a été victime d'une tentative de putsch dirigée par l'ex-commandant en chef de l'armée de terre, le général Juan José Zúñiga. Celui-ci avait été démis de son poste mardi.

Moins d'une heure après que le président bolivien, Luis Arce, a dénoncé sur son compte X, ce mercredi, aux alentours de 15 heures (heure locale), des *« mobilisations irrégulières de quelques unités de l'armée »*, tout en appelant au respect de la démocratie, les images d'un tank défonçant la porte d'entrée du palais du gouvernement, à La Paz, étaient diffusées sur les réseaux sociaux. Après avoir bloqué les accès de la place Murillo, où se trouve la résidence présidentielle, avec des blindés épaulés par des troupes en tenue d'assaut, et annoncé devant la presse sa volonté de *« mettre en place un nouveau cabinet »*, le général Juan José Zúñiga tentait en plein après-midi et en direct de renverser le président socialiste, au pouvoir depuis novembre 2020.

Sa justification ? L'appel du peuple, lassé selon lui de l'*« élite (qui) s'est emparée du pays »*. Très vite, il annonce vouloir libérer les *« prisonniers politiques (Luis Fernando) Camacho et (l'ex-présidente Jeanine) Añez »*, condamnés pour leur implication dans l'organisation du coup d'État qui avait entraîné la démission forcée puis l'exil du président Evo Morales, fin 2019. La veille, Zúñiga avait été démis de ses fonctions – il occupait jusqu'alors le poste de commandant en chef de l'armée de terre – par le chef de l'exécutif pour avoir menacé, lundi, à la télévision d'intervenir militairement pour empêcher Evo Morales de se représenter lors du prochain scrutin présidentiel, prévu en 2025.

DES MOUVEMENTS SOCIAUX MOBILISÉS POUR SAUVEGARDER L'ORDRE CONSTITUTIONNEL

Une prise de position inacceptable, qui plus est dans un pays encore marqué par le coup de force de 2019, orchestré par la droite avec le soutien d'une partie de la police et de l'armée. Mais, loin de se ranger derrière le général dans sa tentative putschiste, c'est au gouvernement légitime que les habitants de La Paz ont montré leur soutien, après que le président a terminé de confirmer les rumeurs et lancé l'alerte dans un message vidéo, apparaissant entouré de son cabinet au complet. *« Le pays fait face à une tentative de coup d'État »*, a-t-il dénoncé, tout

en appelant *« le peuple bolivien à s'organiser et à se mobiliser (…) en faveur de la démocratie »*.

Est-ce parce qu'il s'est senti isolé que Juan José Zúñiga n'est pas allé jusqu'au bout ? Tout s'est joué aux alentours de 16 h 30, lorsque le général s'est retrouvé face au président Luis Arce, à l'entrée du palais présidentiel et devant nombre de caméras filmant une scène électrique. Au milieu d'un brouhaha, entouré de membres du gouvernement mais aussi de militaires, Arce se maintient droit et ferme et ordonne au chef des putschistes de retirer ses troupes. Zúñiga refuse, mais rebrousse chemin et quitte les lieux, sans avoir osé porter la main sur le chef de l'exécutif, qui reste donc libre de ses mouvements et paraît alors avoir réimposé son autorité. Cette séquence marque l'échec du coup d'État.

Une demi-heure plus tard, le président Luis Arce apparaît à la télévision en train de faire prêter serment à un nouveau haut commandement des forces armées, qui s'empresse d'ordonner *« à tous les militaires de retourner dans leurs unités »* et d'enjoindre à Juan José Zúñiga *« de ne pas faire couler le sang des soldats »*. Ses hommes se retirent en début de soirée, les partisans d'Arce affluent par milliers pour célébrer la victoire. La chaîne panlatino-américaine Telesur transmet alors des images du président, accompagné notamment de son bras droit, le vice-président David Choquehuanca, s'adressant depuis le balcon du palais présidentiel à la foule réunie pour célébrer l'échec de la tentative de prise du pouvoir. *« Personne ne peut nous enlever la démocratie que nous avons gagnée »*, a-t-il lancé, remerciant les personnes présentes et les mouvements sociaux de s'être rapidement mobilisés pour sauvegarder l'ordre constitutionnel. En réponse aux *« actions séditieuses et antidémocratiques des forces armées »*, la Centrale ouvrière bolivienne, principale centrale syndicale, avait appelé à une grève générale illimitée de tous les travailleurs et étudiants du pays.

UNE GAUCHE TOUJOURS DÉCHIRÉE À L'APPROCHE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ?

Largement condamnée par les gouvernements de la région (et par l'Organisation des États américains qui avait, au contraire, contribué à la chute de Morales en 2019) (1), la tentative de putsch de Zúñiga arrive à son épilogue quand celui-ci est arrêté par des policiers, à 19 heures. Il s'exprimait alors devant la presse au quartier général de l'état-major bolivien. Quelques heures plus tard, un deuxième responsable militaire a été arrêté. Il s'agit de Juan Arnez Salvador, chef de la marine.

Avant d'être appréhendé, Zúñiga a soutenu avoir agi sur ordre de Luis Arce, qui lui aurait demandé de *« préparer quelque chose »* pour rehausser sa cote de popularité. Selon ses dires, le président aurait lui-même validé sa proposition de *« sortir les blindés »*. Une accusation qui paraît peu vraisemblable, mais il n'en fallait pas autant pour voir les partisans d'Evo Morales, à couteaux tirés avec le camp du président, alimenter sur les réseaux sociaux la thèse d'un coup monté orchestré par celui sur qui ils tirent à boulets rouges (*« suppôt de Washington »*, *« narcotrafiquant »*…) depuis des mois.

Si certains observateurs veulent croire que la tentative de coup d'État du général Zúñiga pourrait provoquer un sursaut unificateur au sein de la gauche avant la prochaine élection présidentielle dans un an, d'autres n'y voient qu'une simple pause dans la lutte fratricide opposant pro-Morales et pro-Arce. Et qui, si elle perdure et s'intensifie, a toutes les chances de déboucher sur un retour de la droite au pouvoir en Bolivie, avec ou sans coup d'État. ■

LUIS REYGADA

(1) De leur côté, les États-Unis n'ont pas condamné la tentative de coup d'État, mais ont indiqué *« suivre de près »* la situation tout en appelant au calme.

En Iran, l'incertitude de la participation électorale

MOYEN-ORIENT Le premier tour du scrutin présidentiel se déroule ce vendredi dans la République islamique. Quatre candidats sont en lice dans un pays où la jeunesse est remontée contre le pouvoir. Les appels au boycott se sont multipliés.

Ils étaient plus de 700 à vouloir se présenter aux suffrages des Iraniens pour remplacer le président Ebrahim Raïssi, mort dans un accident d'hélicoptère le 19 mai. Le Conseil des gardiens de la Constitution n'en a retenu que six. Et ils ne sont que quatre à être en lice pour ce scrutin du 28 juin. Seule certitude, le prochain président ne sera pas un mollah. Dans le découpage politique iranien généralement admis, trois d'entre eux seraient des « conservateurs » : Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement, Saïd Jalili, ancien négociateur sur le nucléaire, et Mostafa Pourmohammadi, ancien ministre. Le dernier, Massoud Pezeshkian, est un « réformateur » qui a été ministre de la Santé.

Les incertitudes liées à la situation intérieure aussi bien qu'extérieure ont amené les conservateurs à serrer les rangs. Dans une tribune publiée le 24 juin, le rédacteur en chef de *Kayhan*, Hossein Shariatmadari, nommé par le guide suprême (la véritable autorité du pays), écrit qu'il est *« vital »* pour le camp conservateur de parvenir à un consensus au risque de perdre la présidence. L'agence de presse Tasnim, média affilié au Corps des gardiens de la révolution islamique, avait fait un plaidoyer similaire deux jours auparavant.

UN APPEL AU BOYCOTT DES ÉTUDIANTS DE TÉHÉRAN

Pour avoir une chance de l'emporter, Massoud Pezeshkian doit espérer une forte participation, contrairement à la présidentielle de 2021, marquée par une abstention record de 51 % alors qu'aucun candidat réformateur ou modéré n'avait été autorisé à concourir. L'ayatollah Ali Khamenei a appelé les Iraniens à *« une participation élevée »* au scrutin.

Chacun sait que la légitimité proviendra de la participation électorale. D'où la nécessité de permettre à un réformateur de se présenter tout en jaugeant le danger. L'agence Tasnim a ainsi averti que si le représentant réformateur obtenait suffisamment de voix pour forcer un second tour le 5 juillet, il pourrait provoquer un bouleversement. En réalité, la crainte est plus celle d'une perte de pouvoir que d'un changement de politique. *« Nous ne sommes pas censés introduire de nouvelles politiques, car les politiques générales du guide suprême sont claires »*, a rassuré Pezeshkian.

Si les manifestations n'ont plus la même ampleur qu'à l'automne 2022, après la mort de Mahsa Jina Amini, la jeunesse iranienne n'entend pas abdiquer. Un groupe d'étudiants des universités de Téhéran a publié, le 26 juin, une déclaration soulignant la nécessité de boycotter ces élections. Pour eux, la tâche la plus importante est de dépasser le système actuel. Un appel au boycott provient également de l'intérieur même des prisons. De sa cellule d'Evin à Téhéran, la prix Nobel de la paix Narges Mohammadi a fait savoir : *« Je ne participerai pas aux élections illégales du gouvernement oppressif et illégitime. »* ■

PIERRE BARBANCEY

Annonces légales

Le journal l'Humanité **est officiellement habilité pour l'année 2024, pour la publication des annonces judiciaires et légales dans les départements : 92, 93, 94.**

Arrêté du 21 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.
- Pour les constitutions, dissolutions, clôtures, changement de nom patronymique et toutes autres modifications en vie des sociétés : le tarif est au forfait - Toutes autres modifications ou événements multiples : le tarif est de 0,232 euro H.T. le caractère

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP en date du 8 juin 2024, à Gentilly il a été constitué une société dénommée :

SILENCE CHIC HOSPITALITY

Sigle : SCH
Forme : Société par actions simplifiée unipersonnelle
Siège social : 60, rue Raymond-Lefèbvre, 94250 Gentilly

Objet : La société a pour objet : Holding de toutes formes de sociétés ; la prise departicipation, la détention et la gestion d'actions ou de parts sociales, danstoutes sociétés constituées ou à constituer sous quelque forme que ce soit,industrielles, commerciales, financières, agricoles, immobilières ou autres. Et toutes prestations de services, conseils, études au profit des sociétés, sur les plans administratif, comptable, technique, commercial, financier ou autres…
Capital social fixe : 2 000 euros divisé en 400 actions de 5 euros chacune, réparties entre les actionnaires proportionnellement à leurs apports respectifs. Cession d'actions et agrément : en cas de pluralités des associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraine pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des actionnaires. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des actionnaires constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, en vue d'un rapport annexé à la dite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête de la présidence.
Admission aux assemblées générales et exercice du droit de vote : Dans les conditions statutaires et légales. Ont été nommés : Président : M. Timour FAWAZ, demeurant 112e route de Rouen, 27500 Pont Audemer.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de Créteil.

Par acte SSP du 11 juin 2024, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination :

GenAIration

Capital : 1 500 euros
Siège social : 14, rue Denfert-Rochereau, 94170 Le Perreux-Sur-Marne

Objet social : Prestation de services et de solution de logiciel, éditeur de solution, conseil et formation.
Président : M. Mounir Nosel, demeurant 14, rue Denfert-Rochereau, 94170 Le Perreux-Sur-Marne
Admission aux assemblées et droits de votes : Tout actionnaire peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.
Clause d'agrément : Cession soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de Créteil.

Carnet

Rhita Bennani est décédée mercredi 26 juin à Paris. Issue d'une famille originaire de Rabat (Maroc), mère de quatre enfants, elle a mené une longue lutte depuis près de six décennies pour connaître la vérité sur la disparition de son mari, le dirigeant politique Mehdi Ben Barka, en octobre 1965. Son décès a été annoncé par l'Institut Ben Barka-mémoire vivante par ces mots : *« Elle était un repère pour toutes celles et tous ceux qui étaient attachés aux valeurs d'humanisme, de fraternité et de solidarité. Mammo pour les uns, mammi pour les autres, elle représentait un ancrage, un exemple de simplicité, de bonté et un refuge au cœur généreux et à l'écoute jamais démentis. »* Après des décennies d'exil en France, elle avait été autorisée, en 1999, à rentrer au Maroc.
Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) a également réagi : *« Elle laisse le souvenir d'une femme très digne, symbole de la résistance des épouses et des mères porteuses du flambeau de la lutte pour la vérité, contre l'oubli et l'impunité. »* *L'Humanité* présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

Pif & Hercule – Marathon du Matou

M. Arapu d'après C. Arnal







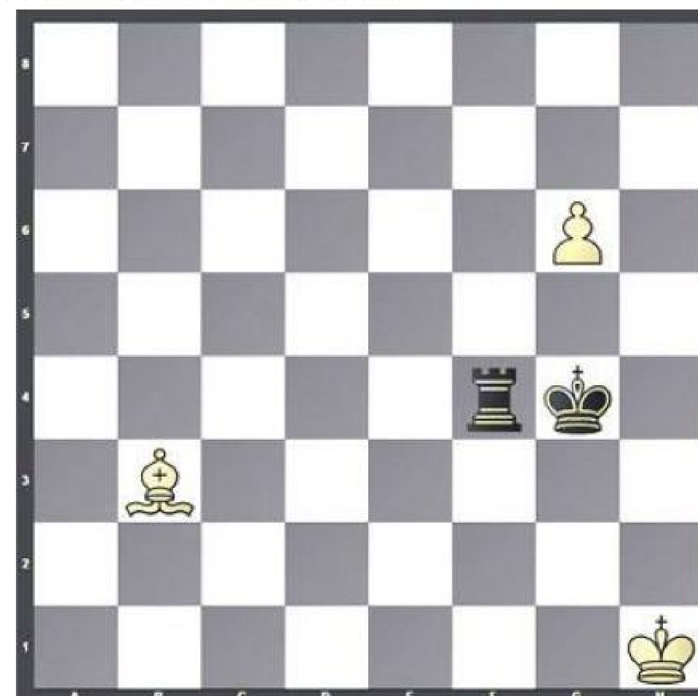

À suivre...

l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros
Siège social 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil. Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Silvère Magnon, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements et de l'événementiel
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux L'Association des lectrices et lecteurs de l'Humanité ; l'Association des diffuseurs de l'Humanité.
Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du mercredi 26 juin 36 239 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne – 60% ou 100 % de fibres recyclées – IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



LE COIN DU FOU par Éric Birmingham



Niveau de difficulté : *facile, **difficile, ***très difficile

ETUDE DE B. RIVKIN, 1987 ***
Les Blancs jouent et gagnent

SOLUTION : **1.g7 Rh5!** (si : 1...Rf3 2.Fe6! Rf2 3.Rh2 Th4+ 4.Fh3+-) **2.Fe6!** (après: 2.Ff7+? Rh6 3.g8D Tf1+ 4.Rh2 Th1+ 5.Rg2 Tg1+ 6.Rxg1= pat) **2...Tf1+ 3.Rh2!** (sur: 3.Rg2? Tf6! 4.Fg4+ Rh6! 5.g8D Tf2+ 6.Rg3 Tf3+ 7.Rh4 Th3+ 8.Fxh3= Ou 8.Rxh3=) **3...Tf2+ 4.Rg3 Tf1 5.Fh3!** (si : 5.g8D? Tg1+=) **5...Tf7 6.g8D!** (après : 6.Fg4+? Rh6 7.g8D Tf3+!=) **6...Tg7+ 7.Fg4+! 1–0**

Code des symboles : ! Très bon coup ■ !! Coup excellent ■ ? Coup faible ■ ?? Très mauvais coup ■ ?! Coup douteux ■ !? Coup Intéressant ■ +- Avantage décisif pour les Blancs ■ -+ Avantage décisif pour les Noirs ■ + Échec au Roi ■ 1-0 Victoire des Blancs ■ 0-1 Victoire des Noirs ■ 0,5 Partie nulle ■ # Mat

Tadej Pogacar et Jonas Vingegaard face à l'histoire

CYCLISME Au départ de Florence ce samedi, les doubles vainqueurs du Tour tentent cette année la passe de trois. Le Slovène est au sommet de son art. Le Danois revient de blessure et n'est pas à 100 %.

Florence (Italie), envoyé spécial.

Certains récits improbables ont la vie dure. Au cœur de cette douce ironie qui offre à notre irrespectueuse « francitude » de juillet cet art subtil de prendre les premiers tours de roue, inviolable et toujours plus ou moins sacré, il faut donc que les Géants de la route s'élancent depuis l'étranger, ce samedi à Florence, au moment même où la France s'embrase politiquement. Dans ce pays proche et lointain que reste la République du Tour, jamais distante de notre histoire commune, une sourde inquiétude traverse donc les suiveurs, sachant que la grande famille du vélo retrouvera la patrie de la Grande Boucle dès mardi, vers Valloire, en Savoie (via le Galibier), avec à l'esprit un sens de la responsabilité à géométrie variable. La peur de l'inconnu domine. La magnificence florentine n'y change rien.

Cette part d'inconnu est-elle de mise pour l'issue sportive de la plus grande course du monde, ce patrimoine national que tous nos voisins jalousent ? L'an dernier, le Slovène Tadej Pogacar avait débuté le Tour après une fracture du poignet. Cette année, non seulement il a pulvérisé ses adversaires au récent Giro, dans la continuité d'un début de saison tonitruant, mais il déboule en ultrafavori, cette fois. Son principal adversaire, le double tenant du titre danois Jonas Vingegaard, ressemble en effet à un immense point d'interrogation. Lancé dans une course contre la montre depuis sa chute au Tour du Pays basque le 4 avril, qui l'avait laissé avec un pneumothorax, une contusion pulmonaire et plusieurs fractures des côtes et de la clavicule, Vingegaard est bel et bien au départ. Mais dans quel état ?

> « On n'a pas la pression de gagner comme l'an dernier. »
>
> MERIJN ZEEMAN, MANAGER DES VISMA, ÉQUIPE DE VINGEGAARD

La question s'impose : peut-on gagner le Tour sans avoir couru la moindre épreuve depuis presque trois mois et sans être à 100 % de ses capacités ? Réponse logique : non. Sauf que le Danois n'a rien de normal ni d'ordinaire. « *Est-il capable de se battre pour le maillot jaune ?* » demande ainsi Merijn Zeeman, le manager des Visma. Et il répond : « *On n'a pas de garanties, on est un peu dans le noir sur ce qui est possible pour lui. Mais il est assez bon pour tenter le challenge, il fait partie de ceux qui peuvent gagner le Tour. On n'a pas la pression de gagner comme l'an dernier, où tout autre résultat aurait été vécu comme une déception.* »

Le profil atypique de la 111e édition, avec son arrivée à Nice, plaide en faveur de Tadej Pogacar (UAE). Les deux premières étapes italiennes, vers Rimini puis Bologne, sans parler du Galibier dès ce mardi, offrent en effet des profils si escarpés qu'il y a tout lieu de penser que le double vainqueur slovène (2020-2021) tentera d'éprouver, sinon d'écraser, son adversaire d'entrée de jeu.

BERNARD HINAULT ATTENDRA ENCORE

D'autant que Vingegaard cumule les handicaps. Confrontés à des UAE surgonflés cette année, les Visma se présentent façon puzzle. Si l'ineffable Van Aert se remet lui aussi de ses blessures, il se lancera bien dans l'aventure, mais notons les forfaits de Kuss (vainqueur de la Vuelta), Kruijswijk et Van Baarle, rien de moins. En 2024, les « Frelons » ressemblent à des guêpes… Voilà pourquoi nous pourrions être fixés assez rapidement, sauf bien sûr si le Belge Remco Evenepoel (Soudal) et le Slovène Primoz Roglic (Bora) parvenaient à contrarier les plans d'hégémonie d'un Pogacar au sommet de son art.

Pour son 35e Tour, le chronicœur est au moins sûr d'une chose : malgré la sélection surprise du gamin de 20 ans Lenny Martinez (Groupama-FdJ), Bernard Hinault attendra encore pour trouver son successeur français. Si nous soulevons les haillons hideux de l'histoire, nous trouvons souvent la hiérarchie contre l'égalité et l'ordre contre la liberté. Mais, même sur le Tour, il existe de bien belles exceptions…

JEAN-EMMANUEL DUCOIN



LES VAINQUEURS DES 5 DERNIÈRES ÉDITIONS

2023	Jonas Vingegaard
2022	Jonas Vingegaard
2021	Tadej Pogacar
2020	Tadej Pogacar
2019	Egan Bernal

SOURCE : ASO. INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

Avignon, un festival de résistance

« Le Festival d'Avignon s'assume comme un festival démocratique, populaire, républicain, féministe, écologique et antiraciste », a affirmé lundi 24 juin Tiago Rodrigues, son directeur, lors d'une conférence de presse convoquée dans l'urgence dans la cour d'Honneur du palais des Papes. Le festival débute ce samedi, veille du premier tour des législatives, et se poursuivra jusqu'au 21 juillet.
Une première manifestation aura lieu dès samedi 29 juin à l'appel de l'intersyndicale. On est passé de la sidération à la mobilisation contre une extrême droite désormais aux portes du pouvoir. Le monde de la culture refuse de se taire. Devant l'imminence du danger, l'heure n'est plus à discuter du sexe des anges ou à se demander qui de la poule ou de l'œuf... L'extrême droite rêve d'une culture fossilisée, d'une culture asservie et docile. Son modèle, c'est le Puy-du-Fou : du pain et des jeux, du son et lumière pour divertir le peuple. Elle envisage de supprimer le régime de l'intermittence, d'instaurer la préférence nationale. Raciste, xénophobe, homophobe, transphobe, voilà son ADN.

L'extrême droite rêve d'une culture fossilisée, d'une culture asservie et docile.

Des centaines de compagnies de théâtre sont présentes en Avignon. On imagine leurs difficultés pour organiser la riposte quand les enjeux économiques – jouer à Avignon coûte cher – pèsent si lourd. Laisser croire que les artistes vivraient, privilégiés, en dehors des réalités du monde, c'est oublier, nier, le travail qu'ils font au quotidien, en allant dans les écoles, les lycées, les prisons pour parler théâtre, poésie. Pour Gérard Watkins, qui a organisé une première mobilisation au Théâtre 14 à Paris, lundi 24 juin, il faudra « *prendre la parole, dépasser la colère, conjurer la peur et faire jaillir la lumière, l'intelligence* ». « *Nous sommes obligés de nous défendre face à un régime qui a envie de mettre la main sur les idées et les consciences. Je crains que le ministère de la Culture ne devienne un ministère du patrimoine et des danses folkloriques* », a déclaré Laurent Rochut, vice-président du off. Elle est là la bagarre. Il est là le défi. Si le théâtre est vital, c'est bien qu'il donne au monde les moyens de se raconter comme il est, de s'inventer. Et c'est bien ça dont le RN ne veut pas, préférant tromper ses contemporains en cultivant la peur, la haine de l'autre, le repli sur soi. « Il fait sombre au pays des lumières », pouvait-on lire sur une pancarte lors d'une manifestation contre l'extrême droite. ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

« Redonnons la scène aux poètes, aux fous »



THÉÂTRE **Angélica Liddell** est l'une des artistes les plus marquantes de notre époque. Son théâtre nous dérange, nous happe, nous bouleverse. Rencontre avec une metteuse en scène hors norme.

Elle a transformé le plateau en champ de bataille. Dans ses veines, coule cette bile noire qui a traversé les siècles, intacte. Angélica Liddell n'est pas obscène, c'est le monde qui l'est et c'est cette obscénité qu'elle met en scène.

Entre le Festival d'Avignon et vous, c'est une histoire d'amour, une lune de miel qui se poursuit depuis que vous avez joué pour la première fois, en 2010, *la Casa de la fuerza*... Comment expliquez-vous cette relation si intense avec le public ?
Je suis arrivée à Avignon en 2010 alors que ma compagnie allait mettre la clé sous la porte. Nous n'avions plus de possibilités de jouer en Espagne, plus aucun soutien. Je débarque ici et je n'ai pas compris ce qui m'arrivait. Soudain, je me sentais respectée par le public, les journalistes. Je n'étais pas préparée à un tel accueil. Je traversais une période de désastre professionnel et personnel, et Avignon m'a sauvé la vie. Alors oui, je me sens comme une fiancée ! J'ai une relation amoureuse avec Avignon, avec ses disputes et ses joies, comme dans n'importe quel couple. Ici, le théâtre retrouve tout son sens. Dans la façon qu'a le public de s'installer, d'attendre, on devine le plaisir, l'émotion, l'exaltation. C'est le public d'Avignon qui poursuit le rêve de Jean Vilar.

Nous avons peu d'éléments concernant *Dämon*, votre nouvelle création. Quel est son fil conducteur ? La mort ? La représentation de la mort ? Votre propre mort ?
La peur de la mort m'a paru intolérable. Après la mort de mes parents, ma perception du monde a été bouleversée. Inévitablement, cette hantise de la mort a fusionné avec le travail d'Ingmar Bergman. Bergman est une référence constante dans mes recherches, avec la réflexion sur la mort, sur dieu, sur l'existence. *Dämon* appartient à une trilogie sur les funérailles. C'est mon obsession. Aujourd'hui, je ne peux pas parler d'autre chose que de la mort. *Liebestod* fut l'apothéose de l'amour, *Dämon* sera celle de la mort.


ALBERTO GARCIA - ALIX
ANGÉLICA LIDDELL
Metteuse en scène

Votre théâtre déborde de rage et de fureur, de ferveur quasi mystique. Quelles sont vos motivations ?
Toute cette rage qui me transperce, je la transforme en objet esthétique sur scène. Mon travail est une vengeance sur la vie, une vengeance sur tout ce que je déteste. Parfois, je me sens comme la fille d'Indra, dans *le Songe* de Strindberg, qui creuse la terre pour savoir de quelle matière sont les hommes. Je ne vois que la pourriture parce que je vois le monde à travers cette blessure



Dämon, El funeral de Bergman, deuxième volet de la *Trilogie des funérailles*, fait l'ouverture du Festival dans la cour d'Honneur du palais des Papes dès le samedi 29 juin.
CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE

originelle de la naissance. Cette rage, je l'exprime dans mon travail. Je suis comme Cassandre dans mon rapport au monde. Je vois le pire. C'est comme si je captais les gens de l'intérieur, et ça me terrorise de voir que la personne que j'ai en face de moi n'est que mensonge et duperie, haine et hypocrisie. Je ne sais pas si c'est un don, une malédiction ou un châtiment. J'ai une rage en moi incontrôlable. Dans ma vie quotidienne, je dois la contrôler. Mais la scène est le lieu où je peux exprimer ma colère contre le monde.

Votre théâtre est traversé de profondes tensions intimes, il est aussi réceptif au bruit, aux échos du monde. Est-ce là la fragilité ou la force du théâtre ?
C'est sa force. Le théâtre a à voir avec la tragédie, il est là pour amener le public jusqu'à l'insupportable. Pas pour le provoquer mais pour convoquer la catharsis. La catharsis peut libérer le public de ses propres conflits. Je ne m'isole pas sur scène, je ne reste pas seule avec mes angoisses. Elles sont là au service de la catharsis. C'est l'essence de la tragédie.

Le monde est un songe ou une tragédie ?
Le monde est un fantôme et la seule chose vraie, ce sont les rêves. Comme disait Bergman, les rêves sont plus réels que la vie. On ne peut pas s'expliquer la vie et nous ne sommes pas faits pour vivre. Dieu a oublié de nous donner le mode d'emploi. Nous sommes fragiles, désemparés, perdus. La seule chose à laquelle nous pouvons nous raccrocher, ce sont les rêves. Notre relation à la vie est maladroite et nous ne savons pas comment résoudre cela. La vie est un échec.

Vous dites ne pas vouloir provoquer le public. Pour autant, votre écriture est parfois à la limite du supportable, comme si vous vouliez nous sortir de notre torpeur…
Je ne cherche ni la provocation ni le scandale. Je cherche la complicité du public. J'éprouve un amour immense pour le public et je cherche à lui faire aimer ce que j'aime, détester ce que je déteste et briser le mensonge dans lequel chacun de nous peut se complaire. Je me sens parfois comme une étrangère, une sorcière telle Médée, qui vient sur un plateau pour parler de l'enfer. Personne ne veut voir l'enfer. En général, les créateurs parlent du monde comme ils aimeraient que soit le monde, un monde meilleur, dans une adresse moralisatrice, édifiante, didactique. Je me refuse à ça. Je veux que le public voie l'enfer. Nous ne sommes pas bons, Strindberg nous le rappelle. Stanislavski disait que nous ne voulons pas voir le mal parce que nous serions obligés de regarder le mal qui est en nous. J'essaie de confronter le public au mal, à la violence verbale, esthétique pour qu'il reconnaisse, à travers ma propre pourriture, sa propre pourriture. Je ne travaille ni avec les bons sentiments ni avec les bonnes intentions.

« Notre relation à la vie est maladroite et nous ne savons pas comment résoudre cela. La vie est un échec. »

Mes bonnes intentions, je les réserve à la vie civile, à ma vie démocratique. Ma bonté comme citoyenne est une chose. La scène est ma prison, mon asile, le lieu où l'immoral devient éthique.

Vous distinguez l'éthique de la morale.
L'art est éthique et amoral. La morale dans l'art rend les gens stupides. Ce qui nous rend libres dans l'art, c'est l'immoralité. Tout ce qui est immoral sur scène est éthique en soi. L'art est éthique en soi. Nous pouvons être immoraux uniquement à travers l'art. C'est le seul endroit où l'immoralité peut s'exprimer.

Mais comment l'art peut-il être immoral quand le monde l'est aussi ?
Le monde n'est pas immoral, il est chaque fois plus puritain. Il s'enfonce dans un dédale de règles, de lois, de restrictions morales. Il est chaque fois plus réglementé, punitif, prohibitif. Ce sont ces règles-là qui ont permis l'ascension de l'extrême droite. L'extrême droite va hériter d'une société éduquée pour accepter le pire. L'art est ce qui permet de mesurer le degré de liberté d'une société, son degré de résistance. La loi de l'État n'est pas la loi de la beauté. La loi de la beauté est libre, elle s'exprime librement. C'est l'immoralité qui nous rend plus libres. En tant que citoyenne, je me dois d'être un individu responsable et je dois lutter contre la barbarie. Mais comme artiste, y compris comme spectatrice, je revendique mon droit à la perversion.

Vous allez jouer en Avignon dans une ambiance particulière due à la situation politique que nous connaissons en France. Cela vous affecte ?
J'étais déjà en Avignon lors des élections européennes. J'ai suivi les résultats, la dissolution de l'Assemblée nationale. Ce qui m'inquiète, ce n'est pas tant le Rassemblement national que la société. Comment une société a-t-elle pu devenir aussi indifférente à la sensibilité, à la poésie, à l'art ? On est entouré de personnes obsédées par la répression. Face à la violence de l'État, si on considère l'art comme la seule possibilité de se rebeller face au massacre de la pensée, alors actionnons le terrorisme de la beauté. La beauté, la beauté sur scène, la beauté esthétique, l'art en liberté sont déjà une réponse et des armes pour lutter contre la violence, contre la froideur de l'État. Il faut rendre à l'art sa suprématie, son goût du risque et de l'aventure, sa folie ; redonner la scène aux poètes, aux fous, aux êtres irrationnels. Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi ce jeune homme qui nous sert un café se désintéresse-t-il de l'art ? Pourquoi n'imagine-t-il même pas assister à une représentation de théâtre dans cette ville qui accueille le festival ?

ENTRETIEN RÉALISÉ ET TRADUIT PAR M.-J. S.

Dämon, El funeral de Bergman, du 29 juin au 5 juillet, à 22 heures dans la cour d'Honneur du palais des Papes, Festival d'Avignon. Toutes les pièces d'Angélica Liddell sont publiées aux Solitaires intempestifs.



Le 25 mai au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), *l'Humanité* fête ses 120 ans.
JULIEN JAULIN / HANSLUCAS

AGORA

Jean Jaurès, penseur du pacifisme politique

HISTOIRE À l'approche des 110 ans de son assassinat, l'université de la paix organisée par *l'Humanité* le 25 mai a mis en lumière l'importance de ce combat porté par le dirigeant socialiste, fondateur de notre journal.

En cette année du 120e anniversaire de *l'Humanité*, le journal commémore également les 110 ans de l'assassinat de Jean Jaurès, son fondateur, par Raoul Villain. Organisée au Pré-Saint-Gervais le 25 mai, la première université de la paix a mis à l'honneur l'engagement pacifiste du dirigeant politique. Érigé après sa mort en figure du pacifisme intégral, il a pourtant développé, notamment dans les colonnes du quotidien, une réflexion bien plus complexe sur les fondements théoriques du combat pour la paix et sur les moyens de le mener. Partisan d'une conception profondément ouverte et républicaine de la patrie, il a pensé la synthèse de celle-ci avec les convictions internationalistes du socialisme français et européen.

Comment caractériser le pacifisme de Jaurès ?

Elisa Marcobelli La question est compliquée. Jaurès est passé à la postérité comme pacifiste intégral, mais c'est beaucoup plus complexe que cela, et du reste le socialisme d'avant 1914 ne se définit pas comme pacifiste, car cette position est assimilée à la bourgeoisie. Jaurès est avant tout antimilitariste, opposé à une armée de métier autonomisée du corps politique, mais il admet que la guerre peut parfois être nécessaire, notamment quand un pays est attaqué. En ce sens, son pacifisme est à la fois offensif, dirigé contre les travers de l'institution militaire, et défensif, c'est-à-dire exclusif de toute agression. En témoignent son combat contre la loi des trois ans (de service militaire) en 1913, ainsi que son célèbre discours du Pré-Saint-Gervais, ici même, le 25 mai de la même année.

Jean-Paul Scot Jaurès est en avance sur son temps précisément parce qu'il n'est pas un pacifiste idéaliste. Son combat pour la paix repose sur des analyses historiques très précises des origines de la guerre. On ne peut pas le réduire à sa formule célèbre, *« le capitalisme porte la guerre comme la nuée, l'orage »*, qui du reste n'implique aucun fatalisme : pour lui, la guerre n'est pas inévitable, mais la paix n'est pas garantie non plus. Il faut donc la construire, et il y a un réalisme remarquable de Jaurès en la matière : il n'est pas pacifiste seulement parce que socialiste et internationaliste, mais aussi parce qu'il a toujours tenté d'organiser les moyens diplomatiques de réduire les risques de conflit, en particulier l'arbitrage international.

Nicolas Offenstadt Après la mort de Jaurès, la boucherie annoncée a bien eu lieu. Ce que les contemporains retiennent, c'est que la IIe Internationale a échoué à empêcher la guerre : le pacifisme intégral s'est renforcé. Pourtant, le pacifisme par le droit défendu par Jaurès trouve une réalisation dans la Société des nations (SDN), soutenue par tout un mouvement pacifiste à travers le monde.

Sur quoi se fonde sa défense de la paix ?

Elisa Marcobelli La grande question de son temps, c'est la rivalité avec l'Allemagne, largement entretenue par la IIIe République. Jaurès est inquiet du sort de l'Alsace-Lorraine, mais il fait confiance au voisin outre-Rhin pour garantir à cette région une forme d'autonomie. Il est donc farouchement opposé au revanchisme, alors très en vogue. Par la suite, il devient aussi un opposant résolu au colonialisme – il a d'abord été un grand admirateur de Jules Ferry –, en comprenant que les guerres coloniales découlent du capitalisme, et que les peuples colonisés ont eux aussi le droit à l'indépendance, seulement atteignable par la paix.

Jean-Paul Scot À première vue, Jaurès a sur la guerre des positions marxistes plutôt orthodoxes : les guerres, nationales ou internationales, lui apparaissent comme des formes extrêmes de lutte des classes. De même, l'industrie militaire est, selon lui, la quintessence du capitalisme moderne, qui conduit aux conflits. Pour lui, il faut donc partir des contradictions internes du capitalisme pour penser la paix et la défendre. Pourtant, en dernière analyse, la paix ne représente pas une simple garantie pour la sécurité nationale, mais la condition de l'émancipation des peuples de l'humanité dans son ensemble, y compris hors de l'Europe. C'est donc aussi l'anti-impérialisme qui motive son combat pour la paix : en 1905, avant Lénine, il profite de la crise franco-allemande au Maroc pour mettre en garde les travailleurs européens contre la tentation de la prédation coloniale, porteuse de conflits. De même, il critique l'intervention des puissances occidentales en Chine en 1900 et lors de la guerre russo-japonaise de 1905, au nom de son opposition à toute forme de guerre de civilisation.

Nicolas Offenstadt Son pacifisme repose sur la conviction que la guerre est, ou peut être, fondamentalement illégitime. Avant même que la Grande Guerre ne batte en brèche et ne rende inaudibles les discours hygiénistes et virilistes sur les vertus purificatrices et régénératrices de la guerre, il en a conscience.

N'y a-t-il pas là une certaine conception de la patrie ?

Elisa Marcobelli Si, bien sûr. Jaurès défend le principe selon lequel tout pays a le droit, en tant que patrie, de se défendre et d'être défendu par d'autres. Dans *l'Armée nouvelle*, en 1911, il développe l'idée d'une armée de citoyens, en écho aux soldats de l'an II et au réflexe de la nation en armes, qui fait la guerre pour des valeurs et des idéaux. Cette conception ouverte, républicaine, démocratique de la patrie doit empêcher toute guerre agressive ou injuste. C'est pourquoi, selon Jaurès, c'est la France républicaine et démocratique qui constitue le cadre le plus propice à l'instauration d'un tel système.

Jean-Paul Scot Jaurès pense que la cause de la paix est universelle, qu'elle transcende la lutte des classes. En ce sens, ceux qu'il faut exclure de ce combat sont avant tout les nationalistes, qui recréent artificiellement des clivages entre les peuples. Or, par opposition à ces derniers, Jaurès ne pense pas que la patrie soit au-dessus de tout, car elle doit se soumettre aux principes fondamentaux des droits de l'homme. Dès lors, il montre que le véritable patriotisme, et non sa version pervertie, c'est d'oser embrasser l'histoire de France avec ses héros et ses drames, dans toutes ses contradictions. C'est là la seule possibilité véritable de progrès, qui s'appuie sur l'existant. Le patriotisme débouchera alors sur un véritable internationalisme, c'est-à-dire non pas « sans patrie » mais incluant toutes les nations du monde à égalité. En ce sens, Jaurès opère la synthèse entre le patriotisme et le socialisme, révolution qui ne pourra advenir que par la paix, elle-même garantie par une conception saine de la nation. Ce thème fait l'objet de nombreux articles parus dans *l'Humanité* au cours de l'année 1912.

Nicolas Offenstadt Au sortir de la guerre, on retient que le pacifisme socialiste a trahi ses idéaux en se ralliant au nationalisme des gouvernements, sous la forme de l'Union sacrée. Le patriotisme de Jaurès semble alors largement dévoyé, même s'il s'agit d'un jugement rétrospectif.

Quels moyens propose-t-il pour empêcher le déclenchement des guerres ?

Elisa Marcobelli Il en retient deux principaux. Le premier, c'est l'arbitrage international, mis en œuvre au cours des conférences de La Haye par les pacifistes dits « bourgeois ». En ce sens, Jaurès incarne une clé de voûte entre le socialisme et le libéralisme international. Il est proche de grandes figures pacifistes de son époque, bien éloignées du socialisme, comme Frédéric Passy ou Bertha von Suttner. Pourtant, il défend en parallèle un second principe, à savoir la grève générale, qui doit être organisée simultanément dans tous les pays. Il sait que cela relève largement de l'utopie, mais, par exemple, la grande grève appelée par la IIe Internationale le 17 novembre 1912, contre la première guerre des Balkans, lui montre que ce n'est pas entièrement irréaliste.

Jean-Paul Scot Intégrant les recherches de son temps sur l'impérialisme et le capitalisme (Paul Louis à *l'Humanité*, Rosa Luxemburg, J. A. Hobson), Jaurès montre le paradoxe du capitalisme mondialisé, à la fois facteur de paix par le progrès et l'unification, et fauteur de troubles parce qu'aveuglé par la loi du profit, dominé par des oligarchies et fondamentalement agressif. Dès lors, il faut utiliser cette contradiction interne du système pour parvenir à la paix. Ce doit être l'œuvre du prolétariat, élargi par Jaurès aux paysans et aux intellectuels sans capital, qui doit se rassembler et s'organiser. Dans ce but, Jaurès défend l'autonomie syndicale, qui doit permettre la grève générale à l'échelle du monde. Mais avant de penser à la révolution contre la guerre, il faut construire l'union politique : pour cela, il ne faut pas hésiter à rallier au socialisme les radicaux, les démocrates progressistes divers et les républicains convaincus. Le congrès de Bâle, fin novembre 1912, souligne à ses yeux la nécessité, mais aussi la possibilité, de réaliser ■■■

ELISA MARCOBELLI
Docteure en histoire contemporaine à l'EHESS


JULIEN JAULIN / HANS LUCAS

«Il développe l'idée d'une armée de citoyens, en écho aux soldats de l'an II.»

JEAN-PAUL SCOT
Historien et auteur de *Jaurès et le réformisme révolutionnaire*, Seuil, 2014


JULIEN JAULIN / HANS LUCAS

«Jaurès pense que la cause de la paix est universelle, qu'elle transcende la lutte des classes.»

NICOLAS OFFENSTADT
Historien, professeur des universités à Paris-I


JULIEN JAULIN / HANS LUCAS

«Le pacifisme par le droit défendu par Jaurès trouve une réalisation dans la Société des nations (SDN).»

cette union : s'y réunissent en effet des travailleurs de toute l'Europe, mais aussi des représentants des principales religions, et des diplomates. Concernant l'arbitrage international, il estime que les grands États doivent demander des comptes à tous les belligérants et qu'en l'absence de justification acceptable, les nations « agresseuses » devront être mises au ban de l'humanité, contre laquelle elles commettent un véritable crime.

Nicolas Offenstadt Jaurès mise sur les congrès, notamment ceux de la IIe Internationale, qui doivent permettre la concertation, à l'échelle continentale, des travailleurs partisans de la paix.

Comment a-t-il été reçu en son temps, en France et ailleurs ?

Elisa Marcobelli De son vivant, Jaurès est assez vivement critiqué par certains socialistes français, en particulier les guesdistes, qui sont à la fois nationalistes, partisans de la soumission des syndicats au parti et fermement opposés aux organisations internationales du pacifisme bourgeois. Après sa mort, il fait l'objet de réappropriations variées. En Italie, encore en paix pour un temps, les socialistes partisans de l'entrée en guerre, comme Mussolini, saluent le patriotisme de Jaurès et estiment qu'il aurait soutenu la participation au conflit s'il avait survécu. À l'inverse, les socialistes pacifistes exagèrent l'idéalisme de Jaurès. En Allemagne, les nationalistes en font la victime du gouvernement français, qui l'aurait fait assassiner avant qu'il ne puisse publier un article faisant peser la responsabilité des hostilités sur son propre pays. Encore très vivant dans les débats, il devient donc l'enjeu de conflits d'interprétation et l'objet d'une instrumentalisation accrue.

Jean-Paul Scot Jaurès est en conflit avec les anarchistes, qui refusent purement et simplement de participer à la guerre, voire entendent saboter l'effort de guerre. Mais il s'oppose aussi au socialisme nationaliste, qui estime que la France doit faire la guerre pour défendre ses intérêts, y compris dans les colonies.

Quelle serait la postérité du pacifisme jaurésien ?

Elisa Marcobelli Contrastée. En Allemagne, la social-démocratie ralliée à la guerre oublie vite Jaurès, tandis qu'en Italie l'entrée en guerre (le 24 mai 1915) réduit l'audience des socialistes pacifistes. Après la guerre, cependant, sa mémoire se libère quelque peu des passions pacifistes et nationalistes, et la presse non socialiste lui consacre de nombreux textes. Au moment de sa panthéonisation, en 1924, il fait l'objet d'une attention renouvelée. Aujourd'hui, toutefois, hors de France, Jaurès reste peu connu : on compte une rue Jaurès à Milan, deux en Allemagne, dans les anciens secteurs français.

Jean-Paul Scot Il y a quelque chose d'incommensurable chez Jaurès, qui lui assure une postérité forte. Il a été un penseur de l'internationalisme, qui n'est, à ses yeux, ni la soumission des petites nations à un impérialisme dominant ni leur éclatement en de multiples groupements, mais bien plutôt la reconnaissance de l'égalité de droit entre tous les peuples appelés à participer au concert des nations.

Nicolas Offenstadt La Première Guerre mondiale sonne le glas du pacifisme socialiste d'avant guerre. L'effondrement de la IIe Internationale, la catastrophe humaine et la faillite de l'ordre européen renforcent l'idée d'un pacifisme intégral, sans compromission, qui prend notamment la forme du communisme. Nombre des premiers communistes sont avant tout ceux qui rejettent la guerre et condamnent la trahison de la social-démocratie, même si en leur sein les bolcheviques convaincus côtoient, non sans tensions, les tenants de la tradition anarcho-littéraire à la française. Pourtant, la création de la Société des nations constitue un véritable bouleversement, en mettant à disposition des nations les outils juridiques pour enrayer la marche à la guerre. Ainsi, le pacifisme légal défendu par Jaurès a bien vu le jour, même si les années 1930 le mettront à mal et finiront par le rendre complètement impuissant.

TABLE RONDE RETRANSCRITE PAR LUCIEN ROULLÉ ET SCARLETT BAIN

Le camp de l'égalité ne peut être raciste

TRIBUNE

JOSEPH ANDRAS
Écrivain

L'antisémitisme et nous (les égalitaires) : la question est quotidienne. Les états-majors fascistes seraient les défenseurs des juifs, et nous voici au banc des accusés.

En toute occasion, d'abord l'autocritique. Notre camp a commis une faute : laisser l'État et les contre-révolutionnaires parler haut et fort de l'antisémitisme. De crainte de parler comme eux. On paie toujours pareille tactique : il ne faut jamais rien leur léguer. Ils veulent un sujet ? Mobilisons-le dix fois plus. Ils veulent défendre le peuple iranien ? Parlons-en nuit et jour pour étouffer leur voix pourrie. Sans quoi nous sommes inconséquents. En quelques années, on a vu, en France, des juifs être torturés, poignardés, défenestrés, abattus par balles. Des gosses exécutés à bout portant. Ça n'est pas « résiduel ». Ces morts n'ont pas suffisamment été nos morts : nous aurions dû, les premiers, investir la rue. Les premiers car nous sommes les mieux placés pour faire face aux ennemis de l'égalité. Cette faute est réparable.

Le camp de l'égalité – inséparable, historiquement, de la diaspora juive tant elle a contribué à le forger – ne peut être raciste : c'est pure logique. Il a pour socle l'unicité de l'espèce. Qu'on le lui retire et tout s'écroule. Il ne peut pas mais, bien sûr, il peut l'être (Proudhon voulant « exterminer » les juifs). Car ce camp ne vit pas dans un caisson ; il est fait par ce qui fait la société. Il reste bien mieux armé qu'elle : il combat tous les racismes et n'a, aujourd'hui, rien d'antisémite dans sa structure. Ceux qui sortent du rang ne sont que des individus.

Que l'antisémitisme soit « instrumentalisé » : évidence. L'ordre tente comme il peut d'écraser la contestation de son ordre et nous avons raison de le dire. Mais nous avons dit davantage son instrumentalisation que, parallèlement, son existence effective : les deux bouts doivent être tenus. Être net assoit, du reste, notre critique d'Israël. Aucun opposant au colonialisme ne peut ratifier la doctrine sioniste (« La civilisation contre la barbarie ») ; les révolutionnaires juifs l'ont toujours dénoncée – nous honorons ce double héritage. La vie sûre pour les juifs de France et les Palestiniens, c'est tout un.



Le Média doit devenir une chaîne TNT

TEXTE COLLECTIF

TRIBUNE

La télévision a été, est et demeure un pouvoir. Et l'actualité récente en France nous le rappelle amèrement. Alors que les forces de gauche se rallient pour faire front face à l'extrême droite, à la suite de la défaite du camp présidentiel lors des dernières européennes et de la dissolution de l'Assemblée nationale, qui a ouvert la voie à des législatives anticipées, pouvons-nous sérieusement éviter de questionner la responsabilité des médias dans cette mise en danger des valeurs démocratiques ? Cela apparaît comme une évidence : la banalisation du discours d'extrême droite sur les plateaux de télévision n'a pas été sans conséquences, la surexposition des figures de l'extrême droite sur certaines chaînes d'information en est un symbole. Dans le même temps se parachève une entreprise de concentration des entreprises de presse, onze milliardaires détenant 80 % de la presse quotidienne généraliste, ce qui représente près de 60 % des parts d'audience en télévision et la moitié des audiences de la radio. On assiste en parallèle au recul de l'indépendance des rédactions – comme en témoignent les grèves de ces dernières années et le départ de nombre de journalistes.

Il n'est plus possible de se contenter de déplorer ! Les solutions visant à venir à bout de ce piège existent. Plus que jamais il est primordial que l'information indépendante dispose d'un espace et fasse entendre ses voix sur les ondes publiques, via la télévision numérique terrestre.De fait, le paysage des médias indépendants français est riche et dynamique. Mais il est malheureusement confronté à une véritable problématique d'accessibilité, de « découvrabilité ». À quoi bon bâtir une ligne éditoriale de qualité si elle ne s'adresse qu'à un petit monde déjà informé, sensibilisé aux questions majeures de notre société ? Ou si leur exposition reste dépendante des algorithmes capricieux des firmes de la Silicon Valley ? Le paysage audiovisuel français est en grande partie organisé par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom). C'est l'Arcom qui conventionne les chaînes de télévision, notamment celles qui sont diffusées via la TNT, bouquet de 30 chaînes accessibles gratuitement sur l'ensemble du territoire national et dont l'audience quotidienne représente des dizaines de millions de citoyen·nes. C'est à la suite de ce constat que le Média, qui était originellement une Webtélé et un site Internet, a fait le choix de se transformer en chaîne de télévision d'information à part entière, diffusée sur la Freebox, sur son site Internet et sur YouTube. Une chaîne de télévision qui postule pour obtenir une des quinze fréquences publiques remises en jeu cette année par l'Arcom.

Le Média est une coopérative médiatique, membre de l'écosystème des médias indépendants, et se veut une alternative sérieuse à la concentration des médias aux mains des puissances industrielles. Une chaîne d'information singulière, qui ose dire d'où elle parle tout en respectant la déontologie journalistique et les règles en matière de pluralisme. Une chaîne de télévision qui donne un large écho à des secteurs de la société fort mal représentés à la télévision : les chercheurs en sciences sociales et économiques, les militants associatifs et syndicaux, les travailleurs du quotidien, mais aussi les activistes écologistes, féministes et antiracistes… La volonté du Média est de construire un rassemblement médiatique capable de porter la contradiction au discours dominant. Ce canal TNT à venir devrait servir également à diffuser des programmes d'autres médias indépendants ou partageant des valeurs communes, des discussions ont déjà commencé avec des médias tels que Reporterre, *Politis*, *Regards*, StreetPress, *l'Humanité* et Mediapart.

Le dossier du Média a été retenu parmi 25 candidatures qui se disputeront les 15 canaux attribuables en juillet. Conscients du potentiel révolutionnaire qu'une telle attribution de canal pourrait représenter au sein du paysage audiovisuel français, nous souhaitons apporter ici et maintenant notre soutien à cette initiative bienvenue et appelons l'Arcom à examiner favorablement cette candidature alternative. ■

Signataires : Johann Chapoutot, Alice Coffin, Alain Damasio, Rokhaya Diallo, Robert Guédiguian, Benoît Hamon, Kaoutar Harchi, Cédric Herrou, Mathilde Larrere, Geneviève Legay, Frédéric Lordon, Corinne Masiero, Guillaume Meurice, Thomas Porcher, Audrey Pulvar, Jacques Rancière, Pablo Servigne, Christiane Taubira. Retrouvez la liste complète des signataires sur humanité.fr

---

Bataille contre l'extrême droite: le piège qui nous est tendu

VINCENT QUARAT
Politiste

TRIBUNE

Pourquoi des millions de nos concitoyens sont tombés, ou s'apprêtent à le faire, dans la nasse du FN devenu RN ? Et comment définir d'un mot précis ce qu'est l'extrême droite et le rôle qui lui est dévolu ?

Bien nommer les choses est le passage obligé pour donner à comprendre ce dont il s'agit. Car une contradiction hante la raison : nous avons affaire à un phénomène dont le recours à l'irrationalité, la peur et la ruse pousse de plus en plus de citoyens à voter pour la corde qui va les pendre. Cela porte un nom : le piège. Un piège si monstrueux qu'il en devient invisible.

Désigner l'adversaire de façon directe et compréhensible, pour le dévoiler, est l'urgence absolue. L'entreprise de clarification a très nettement progressé, entre autres par la mise en avant de l'arnaque sociale que constitue le RN. Il faut maintenant aller plus loin et scénariser la bataille. Suggérons ainsi de coller systématiquement le terme « piège » au RN, à Le Pen et autres Zemmour, puisque c'est leur définition. Procéder ainsi permet de révéler, d'interpeller et de démontrer la ruse utilisée pour enrôler des millions de nos concitoyens. De la sorte, on ne s'attaque pas aux individus, en sous-entendant à tort ou à raison leur caractère raciste, mais on leur donne des clefs pour saisir la nature d'un piège conçu pour tomber dedans. L'expérience a montré la grande limite des alertes sur les dangers du fascisme. Elles n'empêchent pas la montée de l'extrême droite car celle-ci est passée maître dans l'art de la victimisation. D'autant que le danger est moins bien perçu puisque la dédiabolisation est en cours. Partout en Europe, la bête immonde avance à pas feutrés pour séduire, en attendant l'heure de contourner les obstacles démocratiques et de libérer la brutalité.

Un tel piège ne se développe pas s'il n'est pas utile à des forces funestes qui, après tout, ne font que redonner à l'extrême droite son rôle historique : la placer en travers de la route des citoyens, pour qu'ils se trompent de colère, et ainsi empêcher toute alternative de progrès. Ce levier est actionné depuis quarante ans et accompagne le grand bond en arrière du détricotage des solidarités et de l'explosion des inégalités. Il en arrive à un stade où, terrible constat, l'extrême droite est devenue le centre de la vie politique française. Chacun fait l'expérience de sa mise en avant insensée, sous les projecteurs du matin au soir. Il faut le dire et le redire, l'extrême droite est mobilisée pour retourner la colère contre les victimes du système néolibéral, pour semer la confusion dans les têtes et pourrir le terrain des idées. L'objectif ? Effacer toute conscience de classe pour laisser place à la fable si chère à Pétain, en 1940, d'une illusoire entente entre monde du travail et tenants d'un capital qui se goinfre. Ainsi, les citoyens ne se solidarisent pas, ne luttent pas et ne mettent pas en cause les logiques du capitalisme. Ces dérivatifs empêchent de voir les milliards se concentrer à un pôle restreint des plus fortunés. La stigmatisation des immigrés a préparé le terrain à d'autres divisions qui se surajoutent, ce que certains appellent la lepénisation des esprits. C'est au tour des plus faibles, les fameux « cas sociaux », d'être pointés du doigt. On ne cherche plus ainsi de réponses collectives, on soupçonne le voisin, « l'autre », ou des ennemis intérieurs supposés. La figure des « musulmans » occupe une place de choix. Ils se trouvent associés au danger de l'islamisme, qui se situe pourtant – un comble – sur le champ de l'extrême droite religieuse. Qu'elles soient politiques ou religieuses, nous avons bien affaire à deux mêmes intolérances obscures, deux pièges utilisant les mêmes ressorts et se nourrissant l'un, l'autre.

> Sur le fond, le meilleur antidote est le projet politique de gauche pour améliorer la vie, gagner de nouveaux droits.

Dévoiler le piège du RN passe par une évidence, que l'on n'entend pas assez. Le FN, puis le RN n'ont jamais rien gagné en faveur du monde du travail en cinquante-deux années d'existence. Aucune avancée, aucun droit nouveau, pas même un centime sur la fiche de paie. Dans cette imposture, Le Pen et ses porte-flingues abusent d'un faux discours social, plus récemment sur l'écologie et même sur l'Afrique : pour leur piège, ils sont prêts à toutes les bassesses.

Il nous faut donc rechercher les outils à même de convaincre. Sur le fond, le meilleur antidote est le projet politique de gauche pour améliorer la vie, gagner de nouveaux droits et réduire ainsi la tentation de succomber à l'abîme. Le nouveau Front populaire ouvre cet espoir. Et alors que le ventre fécond a besoin de l'obscurité pour accoucher de la bête immonde, rallumons la lumière par l'usage de mots éclairants. ■

PATRICK BOUCHERON «Voici pourquoi je vote Nouveau Front populaire»

LÉGISLATIVES ANTICIPÉES Face au danger imminent du RN, l'historien, professeur au Collège de France, sort de sa réserve pour la première fois et explique les raisons de ce choix. Il s'insurge contre la symétrisation orchestrée des « extrêmes ».

En historien, Patrick Boucheron dénonce la mise en équivalence *« des extrêmes »* et souligne la gravité inédite de la situation. Selon l'auteur du *Temps qui reste* (Seuil, 2023), nous vivons l'aboutissement d'un long processus de dégradation de la parole publique, qui nous a rendus largement insensibles au péril de l'extrême droite et nous maintient aujourd'hui dans une profonde léthargie face à l'urgence. Étrillant le macronisme, cyniquement engagé dans la *« composition »* avec le RN, il refuse toutefois de se résigner et en appelle à la reconstruction de la gauche autour de la question du travail.

Pour le premier tour des législatives, dimanche 30 juin, quel bulletin faut-il mettre dans l'urne ?

Je n'ai aucune hésitation. Je le dis d'autant plus fermement et gravement que je n'ai jusqu'alors jamais dit publiquement pour qui je votais. D'abord parce que je répugne à adhérer à mes propres convictions. Ensuite parce que je pense que le bulletin de vote n'est pas une carte d'identité : il ne dit pas qui vous êtes, mais ce que vous faites, à un moment donné. Or l'enjeu du moment est clair : l'extrême droite est en position de prendre le pouvoir en France, pour la première fois depuis Vichy. Nous sommes au bord du précipice. Ce fait massif devrait, chez toutes les femmes et les hommes de bonne volonté, disqualifier l'escroquerie sémantique de la symétrisation des extrêmes. Voici pourquoi je voterai Nouveau Front populaire (NFP).

Pourquoi prenez-vous aussi clairement position ?

Je le fais car en ce moment nous sommes comme des enfants apeurés : nous nous réveillons la nuit submergés par la tristesse, la colère et l'effroi. Il y a de quoi. Cette fois, ce n'est pas le coup ordinaire qu'on nous fait depuis si longtemps. Toute ma vie politique aura donc été sinistrement rythmée par l'ascension inexorable du Front national (FN), cette ritournelle qui nous a bercés, et qui a fini par nous berner. Macron, comme Mitterrand avant lui, a bien compris que le seul moyen de remporter une élection était de se retrouver opposé à l'extrême droite. Mais ce n'est plus vrai aujourd'hui. Le vote Rassemblement national (RN) est à la fois protestataire et conservateur, mais il est aussi un vote d'adhésion. De nombreux électeurs du RN s'apprêtent à exercer leur pouvoir, ils savent très bien ce qu'ils font. Et ils le veulent ardemment.

À quelle logique répond la mise en équivalence de l'extrême droite et du Nouveau Front populaire ?

« Les extrêmes », voilà une fausse symétrie qui s'impose à force d'être assénée, que l'on répète sans y penser, mais qui ne décrit aucune réalité. J'ai toujours refusé de mettre sur un même plan l'extrême gauche et l'extrême droite, ne serait-ce que parce que, s'il y a bien une rationalité politique, elle consiste à prioriser les périls et les espérances. Certes, j'ai du mal à composer avec une certaine frange du NFP, et je comprends ce que cela peut coûter à certains électeurs. Je respecte infiniment leurs scrupules, et je crois qu'il faut leur laisser faire ce chemin, sans les brusquer. C'est donc à eux que je voudrais m'adresser, en leur disant que l'on a souvent voté à contrecœur au second tour ; mais à présent, dans certaines circonscriptions, il est de notre responsabilité de le faire dès le premier tour. La clarification à gauche sera nécessaire. *« On s'engueulera après »*, lit-on sur des affiches : c'est plus qu'une précaution, c'est une promesse. Mais dans un pays où le centre de gravité s'est largement déplacé vers la droite, l'alliance à gauche devait être le plus large possible pour faire face à la menace du RN. Et c'est la seule alternative face à un pouvoir séditieux, qui joue avec des forces antidémocratiques.

Quelle forme prend ce rapprochement entre le camp présidentiel et l'extrême droite ?

Le président de la République reprend le langage de l'extrême droite, en dénonçant le programme *« immigrationniste »* de la gauche. Ces derniers jours, le recentrage opéré par Jordan Bardella pour trouver un terrain d'entente avec Emmanuel Macron a été spectaculaire. Le programme du RN fait désormais moins peur aux milieux d'affaires patronaux que celui du Nouveau Front populaire, qui reprend au fond la tradition d'une gauche réformatrice et redistributrice. On pourrait croire qu'il s'agit de la poursuite de la dédiabolisation de l'extrême droite, et de son double inversé : la diabolisation d'une gauche qu'on fait semblant de confondre avec l'extrême gauche. Mais il y a une autre hypothèse, que l'on refuse de voir : c'est que les négociations entre le parti macroniste et la formation de la famille Le Pen ont déjà commencé. Le président serait d'ailleurs inconséquent de ne pas avoir anticipé ce scénario, qui s'annonce comme le plus probable. D'autant plus qu'il dispose de tous les moyens rhétoriques, idéologiques, clientélaires et financiers pour discuter avec le RN. On anticipe une cohabitation, mais il se pourrait que ce soit plutôt une composition, la poursuite d'une coalition de fait. C'est une question de culture politique : rien n'empêche le macronisme, absolument pas vertébré politiquement, de s'entendre avec l'extrême droite. C'est par pragmatisme qu'il se dit opposé à elle, tout en servant les mêmes intérêts. Le moment de bascule dans ce processus de rapprochement a été le vote commun de la loi « asile et immigration ». Depuis la dissolution, on assiste à la concrétisation, légitimée par le suffrage, d'un accord déjà engagé. En somme, Emmanuel Macron, Éric Ciotti et Jordan Bardella ont commencé à gouverner ensemble.

Peut-on dire que cette dérive est surprenante ?

On refuse de le regarder en face, et on continue de perdre du temps à psychologiser l'inconséquence, l'arrogance et le cynisme d'Emmanuel Macron alors que seule compte la pathologie du pouvoir dont il est le nom. Il suffit d'entendre la manière dont il nous parle. Il a accéléré le pourrissement de la parole publique, entamé sous Sarkozy. Tout est empoisonné dans cette dégradation de l'esprit public, et cela finit par tout emporter. Il ne s'agit pas d'une trahison brutale, mais d'un glissement progressif. Il n'y a plus de digues, et la vague est là. Même si, au fond, la seule position éthique consiste à se placer du bon côté de la métaphore, et cette histoire de vague, vraiment, j'en ai marre. Il y a des gens qui se noient en Méditerranée, et on a réussi à nous faire croire que nous étions les victimes d'une vague migratoire. Cette métaphore de la vague est une manière de nier la réalité.

Comment expliquer que l'appel à faire barrage à l'extrême droite ne suffise plus ?

Il y a une léthargie terrifiante, où se mêle le sentiment de l'imminence avec celui de l'inéluctable : il faudrait s'en sortir, mais c'est déjà trop tard, et donc on renonce. On ne ressent plus la menace. Ce qui me frappe beaucoup dans


PHILIPPE LABROSSE

ENTRETIEN

la société, c'est cette insensibilité. C'est ce qu'il y a de plus rageant. Pourtant, imaginez ce que cela va être quand les verrous vont lâcher. Ils commencent déjà à lâcher, tout le monde le sait, et plus personne n'est indemne. Vous avez lu le *Barrage contre le Pacifique* de Duras ? On en est là. Tout est à refaire, et il n'est pas vrai que l'on reprendra les choses plus facilement dans un gouvernement d'extrême droite. Dans ces moments-là, tout vaut mieux que l'extrême droite. Il faudra s'en souvenir entre les deux tours.

«Il ne faut pas croire qu'au pouvoir, l'extrême droite s'épuise et se disqualifie, elle s'enracine.»

Que répondre à l'argument du *« on n'a jamais essayé »* ?

Tout dépend de quel « on » il s'agit. En Europe, on ne cesse pas d'essayer. Et même si l'extrême droite gouverne mal, ça ne l'empêche pas d'être réélue. Pourquoi ? Parce qu'elle arrive très vite à se venger de son impuissance, notamment concernant les promesses non tenues sur *« l'endiguement de la vague migratoire »*. Son électorat ne lui en veut pas, car, comme le disait Léopold Sédar Senghor, *« les racistes sont des gens qui se trompent de colère »*, donc le travail de la droite consiste toujours à la dévier vers d'autres cibles. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que, dans les classes populaires, la question n'est pas l'hostilité à l'immigration, mais à ce que l'on associe à l'immigration : à l'époque de Jean-Marie Le Pen, c'était immigration et chômage ; aujourd'hui, c'est immigration et insécurité, immigration et violence. Anthropologiquement, cette haine de l'immigration est d'abord une haine de la diversité. En Italie, depuis deux ans, Giorgia Meloni ne fait pas autre chose ; elle détourne cette haine vers d'autres cibles : les femmes, les minorités sexuelles, les institutions culturelles, les libertés publiques, les droits fondamentaux. Et elle trouve un assentiment. Il ne faut pas croire qu'au pouvoir, l'extrême droite s'épuise et se disqualifie, elle s'enracine et s'organise.

En face, l'alliance de gauche n'est-elle pas néanmoins porteuse d'une certaine dynamique sociale ?

J'ai été heureusement surpris par la rapidité avec laquelle les partis de gauche se sont réunis. Ils ont travaillé ensemble, ont nivelé leurs différences, ont tu leurs désaccords les plus criants et sont parvenus à un texte commun, sobre et acceptable, y compris sur des sujets dont on pensait quarante-huit heures plus tôt qu'ils rendaient les gauches irréconciliables. Du reste, il n'y avait pas d'autre solution : elle ne sera peut-être pas gagnante, mais c'est la seule. En réaction, le pouvoir est devenu nerveux, très véhément, pris de court parce qu'il pensait que la gauche ne parviendrait pas à s'entendre. Elle y est arrivée, mais force est de constater que cette dynamique n'est pas relayée par le système médiatique, qui, par engagement ou renoncement, entretient la torpeur.

Pour remédier à cette inertie, quel chantier la gauche doit-elle prioriser ?

Le rapport au travail, parce qu'il s'agit d'un chantier vraiment populaire, qui permettrait à la gauche de renouer, sociologiquement, avec les classes travailleuses. Cette perte de contact avec le monde du travail, c'est toute l'histoire tragique de la gauche depuis quarante ans. C'est sur ce terrain que l'on s'attaquerait aux raisons profondes du vote d'extrême droite, qui est d'abord et partout corrélé aux conditions de travail dégradées. Les études le montrent à l'échelle européenne : plus les gens se sentent humiliés et déconsidérés, plus ils votent à l'extrême droite. Aujourd'hui, c'est la dignité qui est le mot-clé : un appel au respect est le seul qui puisse toucher toutes les générations. Et c'est pourquoi le RN recrute dans tous les milieux professionnels où les gens souffrent au travail. La question n'est pas de savoir si les gens votent pour leur intérêt ou pour des valeurs : ces deux éléments sont liés à l'idée qu'ils se font de leur travail. Concernant Emmanuel Macron, la rancœur à son égard se résume donc essentiellement à son mépris pour toutes les formes de travail, y compris le travail parlementaire. Le travail intellectuel n'y échappe pas non plus : il n'y a jamais eu de gouvernement dédaignant à ce point la recherche. Il suffit de regarder la doctrine française du maintien de l'ordre, largement invalidée par les sciences sociales, ou encore l'expertise sur l'immigration, systématiquement ignorée dans l'élaboration des politiques publiques, alors même que de nombreux chercheurs sont sollicités par le gouvernement sur ces questions. Pour remettre le travail au cœur de son projet, la gauche doit sortir des facilités, des slogans et des fétiches. Abandonner la défense inconditionnelle, unilatérale, indistincte, de droits. Il faut mener une politique sociale, attentive aux contradictions actuelles de la réalité sociale de ce pays. Le seul espoir, pour moi, réside dans les ressources d'intelligence, de solidarité, de création, d'imagination, de courage, du côté du monde associatif, du mouvement syndical. C'est sur ces braises qu'il faut souffler.

En plus de voter, que faire pour continuer le combat contre l'extrême droite ?

La résistance consiste à faire des sacrifices : ses envies, sa liberté, et sa vie même. Si un régime d'extrême droite s'installe, on ne pourra pas continuer à faire ce qu'on aime faire en disant, en plus, que c'est de la résistance. Il faudra continuer à le faire, oui, mais ce ne sera plus suffisant. Il faudra le faire mieux, sortir du confort et de l'entre-soi, avoir le courage de prendre position. Il n'y a pas, d'ailleurs, d'endroit où se planquer, alors on s'organisera à l'endroit où on est. De toute façon, tout le monde ne sera pas viré, seulement quelques-uns, bien placés, et cela suffira à faire obéir (presque tous) les autres. C'est comme miner un pont : seules quelques charges suffisent. Malgré tout, il faut maintenir un optimisme de méthode, qui seul permet d'agir, de se sentir mieux. Ce ne sont pas les plus résignés aujourd'hui qui auront voix au chapitre demain.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SCARLETT BAIN ET LUCIEN ROULLÉ

À lire l'article « Dans le Front populaire – le vrai, celui des foules… », dans la revue *Entre-temps*, 18 juin 2024.

LE BLOC-NOTES DE
JEAN-EMMANUEL DUCOIN


MAGALI BRAGARD

Destin(s)

FRACAS Aux grandes heures, les grands mots. Pour sa dernière chronique de la saison avant l'été, le bloc-noteur en partance pour le Tour de France n'avait pas prévu de quitter le territoire national en un instant aussi tragique. Tâter le cul des cyclistes, et en Italie en plus, en plein premier tour d'une élection législative imprévue et incertaine : qui aurait pu imaginer cela envisageable ? Nous y sommes pourtant, au pied de ce mur fissuré qu'on appelle « le destin d'un pays ». Impossible de reculer, de renoncer, de revenir en arrière. Nous y allons, droit devant, sans savoir si le précipice annoncé sera évitable. Dans *Libération*, l'immense historien Patrick Boucheron, qui s'exprime par ailleurs dans nos pages, demandait : *« À quoi reconnaît-on l'imminence d'un événement historique ? »* Il répondait ainsi : *« Pas toujours au fracas d'une tempête qui gronde. Celui-là, quand on l'entend, on sait qu'il faut se mettre aux abris. Mais il arrive que l'orage, si lent à crever, ait su se rendre imperceptible à force de paraître inexorable. »* Et il ajoutait : *« Alors il convient d'avoir l'oreille fine pour interroger le silence et déceler ce qui se trame dans cette fausse torpeur. »* Comment mieux résumer la situation ?

BLUFF Englué dans ses métaphores cyclistes, le bloc-noteur écrivit un jour, à propos de la Grande Boucle qui se cherchait alors un patron de la trempe des Hinault ou Merckx : même le monde le plus sérieux, le plus rigide, même le vieil ordre, s'il ne cède pas à l'exigence de justice et de dignité, s'il ne plie jamais devant le peuple qui s'insurge, plie devant le bluff. La phrase tient-elle encore la route, alors que le sort de la France, et de la République telle que nous la concevons, ne tient qu'à un fil ? Le « bluff » de Mac Macron, cette fois, a quelque chose d'irrationnel. Patrick Boucheron signalait par ailleurs, puisqu'il n'y a pas de hasard vu les circonstances, qu'une citation de Victor Hugo venait de resurgir dans l'actualité, et pour cause. Elle est extraite de *Claude Gueux* (1834) : *« En général, quand une catastrophe privée ou publique s'est écroulée sur nous, et si nous examinons, d'après les décombres qui en gisent à terre, de quelle façon elle s'est échafaudée, nous trouvons presque toujours qu'elle a été aveuglément construite par un homme médiocre et obstiné qui avait foi en lui et qui s'admirait. Il y a par le monde beaucoup de ces petites fatalités têtues qui se croient des providences. »* Admirable mise en abîme d'un certain prince-président, non ?

La métaphore historique, selon Patrick Boucheron.

TRANCHANT Comment donner tort à Patrick Boucheron, pour lequel l'inconséquence de Mac Macron n'aura eu aucune limite ? La sentence de l'historien s'avère absolument impitoyable. Pour lui, le prince-président *« est sorti de l'histoire »*, ni plus ni moins, notamment pour avoir avoué être *« ravi »* de *« leur avoir balancé une grenade dégoupillée dans les jambes »*, ou encore d'avoir osé s'en prendre, le 18 juin, au *« programme totalement immigrationniste »* du Front populaire, dans une novlangue empruntée à Fifille-la-voilà. Patrick Boucheron : *« Et si Macron y entre à nouveau* (dans l'histoire – NDLR), *c'est pour y occuper la place la plus infâme qui soit en République, celle des dirigeants ayant trahi la confiance que le peuple leur a accordée en ouvrant la porte à l'extrême droite, d'abord en parlant comme elle, ensuite en gouvernant comme elle, enfin en lui laissant le pouvoir. »* Car nous ne sommes pas à quelques jours du premier tour d'une élection ordinaire, mais à quelques jours d'une bifurcation historique. Le Nouveau Front populaire en est le témoignage, non réductible à un accord électoral ou à une simple ligne de « défense » contre la montée des périls. L'espoir existe, concret et réel. *« Il appartient à tous les citoyens de bonne volonté de faire vivre cette métaphore historique,* écrit Patrick Boucheron, *de la faire vivre pleinement, de cette vie émotionnelle et vibrante qu'aiguise le tranchant de l'histoire. »* Aux grandes heures, les grands mots… et les grandes incarnations. ■

Dites-nous tout!

filrouge@humanite.fr ou par courrier à *l'Humanité*,
5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex

COURRIER

Serge Klarsfeld et le RN

Olivier Gebuhrer
Par Internet

Abasourdi. Par ses récentes déclarations, Serge Klarsfeld, dont l'œuvre eût pu contribuer à être une lumière au-dessus des nations, vient de l'assombrir d'une tache indélébile. Serge Klarsfeld n'est pas et n'a jamais été un homme de gauche, et personne ne songe à le lui reprocher. On peut concevoir que des expressions très discutables à gauche puissent le choquer. Indépendamment, la haine d'Israël comme telle doit être combattue. Mais Serge Klarsfeld peut, comme chacun et chacune de nos compatriotes, lire le programme du Nouveau Front populaire, lequel sur la question de l'antisémitisme est sans équivoque. Que cela n'entraîne pas sa conviction est son droit. Son devoir eût été d'exiger la même déclaration de la part du RN. Il eût été bien en peine : il en est à nettoyer ses rangs des éléments trop visibles. Serge Klarsfeld a oublié que la loi Gayssot fut à l'initiative du groupe communiste. De là à donner au RN un brevet de vertu tonitruant est impensable. Comme Serge Klarsfeld devrait le savoir : « Dis-moi qui tu hantes, je te dirais qui tu es. » Le RN n'est-il pas l'allié de Vox, résurgence espagnole du franquisme ? C'est la haine qui constitue le carburant du RN. Aujourd'hui, l'immigré, l'étranger a remplacé « le juif » dans son discours. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Serge Klarsfeld a-t-il oublié que « le requin, lui, a des dents, mais ses dents on ne les voit pas » ? Serge Klarsfeld a-t-il oublié que le droit du sol intégral est au fondement de notre République et que, en sens inverse, le droit du sang est la référence de tous les fascismes ? Serge Klarsfeld est viscéralement attaché à l'existence de l'État d'Israël. Est-il à ce point aveuglé d'exclusivisme juif au point de ne pas voir que le gouvernement israélien actuel est sous domination de ministres ouvertement fascistes, suprémacistes et fanatiques, tous dans la filiation du « sionisme révisionniste » de Zeev Jabotinsky, complice ouvert du fascisme mussolinien, lequel est présent au plus haut niveau de l'État italien ? N'a-t-il pas vu que Benyamin Netanyahou a défilé avec un cercueil destiné à Yitzhak Rabin, avant qu'un fasciste israélien juif ne l'assassine ? Est-ce là une compagnie fréquentable ? À l'évidence, la réponse est positive pour le RN. Que pense Serge Klarsfeld de la « préférence nationale », dont il eût pu en d'autres temps être victime ? Serge Klarsfeld trouve encore le moyen de salir la Résistance française, coupable selon lui de ne pas avoir lutté contre les lois antisémites de Vichy. C'est à un naufrage intellectuel qu'on assiste ici ; la Résistance, dans ses différentes composantes, pourchassée, torturée, assassinée, promise aux usines de la mort, rétablit au travers du CNR une République universaliste. Serge Klarsfeld, au soir de sa vie, a commis l'irréparable. ■

Vincent Bolloré hors la loi

Michel Diard
Par Internet

Dans sa chronique sur France Culture du 17 juin, Esther Duflo a relevé que *« certains parallèles existent entre la situation politique française actuelle et les élections de 1932 en Allemagne qui ont vu l'arrivée de Hitler au pouvoir »*. La lauréate du prix Nobel d'économie a fait le rapprochement entre le rôle joué par le magnat de l'acier (président du conglomérat Krupp) et des médias (contrôlant 1 600 journaux papier, les studios UFA ou encore l'agence de presse Telegraphen Union), Alfred Hugenberg, et Vincent Bolloré aujourd'hui. Hugenberg, qui avait rallié le parti nazi en 1931 dans une alliance dite « Front national », avait mis tous ses médias au service de Hitler. Bolloré, lui, a mis ses médias au service de la constitution d'un front uni du Rassemblement national et des « Républicains » avec la complicité d'Éric Ciotti. Les parallèles constatés par Esther Duflo sont troublants, même si les situations de 1931 et de 2024 ne sont pas identiques ; en confondant les genres, information et divertissement (Hanouna n'est pas journaliste), Bolloré jour la carte jeune et la France profonde (mais pas que…). Bolloré contrôle de puissants relais audiovisuels, dont on mesure chaque jour l'impact néfaste sur les citoyens. Mais Vincent Bolloré est hors la loi. Les médias audiovisuels relèvent de la loi de 1986 relative à la liberté de communication, contrairement aux médias écrits (ou papier). Le législateur a tenu à fixer des bornes pour l'audiovisuel. L'attribution d'une fréquence s'accompagne d'une série de mesures, notamment le « caractère pluraliste de l'expression des courants de pensée et d'opinion » et le pluralisme culturel. Le législateur a tenu à préciser que « le pluralisme apparaît comme une des garanties objectives de la liberté de communication. En transformant ses chaînes de télévision (C8 et CNews) et de radio (Europe 1) en médias d'opinion, Vincent Bolloré s'est donc placé hors la loi. On peut dès lors s'étonner de l'absence de réactions tant des politiques que du régulateur, l'Arcom, quand les contraventions sont avérées. Esther Duflo a montré que le franchissement des limites pouvait conduire à la catastrophe. ■



Le 27 juin 1984, à Paris. Les Bleus, emmené par Michel Hidalgo, célèbrent leur titre. MARK LEECH/OFFSIDE/PRESSE SPORTS

Les Bleus de Platini à jamais les premiers

FOOTBALL Le 27 juin 1984, la France devient championne d'Europe en l'emportant 2-0 contre l'Espagne au Parc des Princes à Paris.

HISTOIRE

Juin 1984. La France a connu des débuts d'été plus joyeux. Le tournant de la rigueur, pris en mars 1983, enterre peu à peu les espoirs de mai 1981, et les manifestations se multiplient contre le projet de loi porté par Alain Savary, qui entend mettre en place un grand service public unifié et laïque de l'éducation nationale. C'est le moment que l'équipe de France masculine de football choisit pour remporter son premier titre international.

Qui se souvient que, jusqu'en 1984, le FC Nantes évoluait encore au stade Marcel-Saupin et que l'Olympique de Marseille disputait ses matchs de la saison 1982-1983 dans son vieux stade de l'Huveaune? Il fallait alors rénover le Vélodrome, comme quatre autres stades (Lens, Lyon, Saint-Étienne, Strasbourg), mais aussi construire la Beaujoire pour pouvoir accueillir le championnat d'Europe. Il est loin le temps où, en 1960, la France en organisait la première édition à Paris et Marseille. Ce qui s'appelait alors la Coupe d'Europe des nations se limitait à quatre rencontres se déroulant sur quatre jours. Le tournoi de 1984 est bien la compétition internationale de football la plus importante que la France ait à organiser depuis la Coupe du monde de 1938. Du 12 au 27 juin 1984, huit adversaires s'affrontent au cours de quinze rencontres disputées dans sept enceintes différentes.

HIDALGO DOIT REMODELER LA DÉFENSE

Le fait qu'elle joue à la maison, qu'elle compte dans ses rangs le Ballon d'or récompensant le meilleur joueur de l'année (Michel Platini) et qu'elle ait atteint le dernier carré de la Coupe du monde, deux ans auparavant, place l'équipe de France en position de favorite. Après une entrée délicate dans le tournoi mondial en 1978 et en 1982, elle est en droit de craindre son premier match, d'autant qu'elle doit affronter le Danemark, un des rares adversaires à l'avoir battue les mois précédents. La victoire est là (1-0), mais à quel prix! Dans un match rugueux et tendu, l'équipe de France perd deux de ses défenseurs, Yvon Le Roux, blessé au genou, remplacé par Jean-François Domergue, et Manuel Amoros, dont un geste d'humeur est puni d'un carton rouge quelques minutes avant la fin de la rencontre.

Pour le deuxième match, face à la Belgique, le sélectionneur, Michel Hidalgo, doit donc remodeler sa défense: il recentre le latéral Patrick Battiston aux côtés de Maxime Bossis, décale Jean-François Domergue sur la droite et fait reculer le milieu de terrain Luis Fernandez sur le couloir gauche, ce qui a pour effet de déséquilibrer le carré magique. Cet assemblage de quatre milieux retrouve alors sa composition initiale, puisque Bernard Genghini, auquel Michel Hidalgo avait préféré Luis Fernandez, retrouve Alain Giresse, Michel Platini et Jean Tigana. Cela fonctionne et les Bleus l'emportent brillamment sur les Diables rouges (5-0), avec un triplé de Michel Platini. Déjà qualifiée pour les demi-finales, l'équipe de France dispute son dernier match de poule à Saint-Étienne face à la Yougoslavie. Dans un match difficile, Hidalgo reconstruit encore son équipe. Et, de nouveau, l'adaptation réussit, un deuxième triplé de Platini permettant de l'emporter (3-2).

UN MATCH « QUI SURVIVRA AU TEMPS »

Atteignant le dernier carré, l'équipe de France risque de ne pas disputer sa demi-finale face au Portugal, au Vélodrome. Sur une route étroite bordant un précipice, le bus qui emmène les joueurs au stade croise en effet un car d'un peu trop près. La vitre explose et des éclats de verre blessent, sans gravité, Tigana. Le chauffeur parvient à garder son cap et à mener l'équipe à bon port. Un public en feu l'attend dans le stade. Après l'exploit de leur chauffeur, un deuxième héros très discret surgit face à l'adversaire portugais dans la chaude soirée marseillaise: Jean-François Domergue. Lui qui n'était jusqu'alors qu'un éphémère international (une seule sélection avant la compétition), titularisé au hasard du tournoi, inscrit un doublé qui ouvre aux Bleus la voie des prolongations. À la 119e minute, alors que s'approche la séance redoutée des tirs au but, Michel Platini parvient à inscrire le but libérateur qui propulse l'équipe de France en finale, la première de son histoire!

> Deux ans après la terrible nuit de Séville, ce triomphe a un goût d'inachevé.

Le parcours est réussi, et pourtant, rien n'est encore fait. Face à l'Espagne, il faut gagner ce dernier match, *« qui survivra au temps »*, comme le dit alors Hidalgo. Contrairement au Vélodrome, quatre jours plus tôt, le Parc des Princes, où VIP et officiels ont trouvé place, reste peu expressif. Pas d'ambiance de folie ce soir-là à Paris pour mettre le feu à une rencontre dont l'enjeu paralyse les deux formations. Il faut un coup franc de Michel Platini pour débloquer la situation à l'heure de jeu. Il est quelque peu aidé par le gardien de but adverse, Luis Arconada, qui, bien placé, s'empare du ballon mais le laisse s'échapper sous son corps. L'équipe de France mène et double le score à la fin du match par un but de Bruno Bellone.

La France est championne d'Europe de football et des klaxons retentissent sur les boulevards de Paris, mais, aux yeux de Michel Hidalgo et de ses joueurs, cette victoire a un goût d'inachevé. Deux ans après l'élimination, en demi-finale de la Coupe du monde à Séville face à la RFA, le triomphe ne suffisait pas à refermer la plaie. ■

FRANÇOIS DA ROCHA CARNEIRO
HISTORIEN